CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

7^e Législature

PREMIERE SESSION EXTRAORDINAIRE DE 1980-1981
(16^e SEANCE)

COMPTE RENDU INTEGRAL

2^e Séance du Jeudi 30 Juillet 1981.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE MME MARIE JAQ

1. — **Prix du livre.** — Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 552).

M. Evin, président de la commission des affaires culturelles.

2. — **Rappels au règlement** (p. 552).

M. Joxe, Mme le président, MM. Fontaine, Séguin.

3. — **Prix du livre.** — Reprise de la discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat (p. 553).

M. Jack Lang, ministre de la culture.

M. Pesce, rapporteur de la commission des affaires culturelles.

M. Pierret, rapporteur pour avis de la commission des finances.

Discussion générale :

MM. Fuchs,
Queyranne,
Pinte,
Jacques Brunhes,
René Haby,
Londe,
Max Gallo,
Metzinger,
Schreiner.

Clôture de la discussion générale.

M. le ministre.

Passage à la discussion des articles.

Article 1^{er} (p. 566).

Amendement n° 1 de la commission des finances, avec les sous-amendements n° 32 et 31 de la commission des affaires culturelles et 30 de M. René Haby : MM. le rapporteur pour avis, le rapporteur, René Haby, le ministre des affaires culturelles ; Pinte.

Sous-amendement n° 24 rectifié de M. Pinte : MM. le rapporteur pour avis, Evin, président de la commission, le rapporteur, Branger. — Adoption des sous-amendements n° 32 et 31.

Rejet du sous-amendement n° 24 rectifié.

MM. le rapporteur, le ministre, René Haby, Balligand, Sueur, Pinte. — Rejet du sous-amendement n° 30.

MM. le ministre, le rapporteur pour avis.

Adoption de l'amendement n° 1 modifié qui devient l'article 1^{er}.

Les amendements n° 7 de la commission des affaires culturelles, 6 de M. René Haby et 9 de la commission des affaires culturelles n'ont plus d'objet.

M. Branger. — L'amendement n° 8 de la commission des affaires culturelles est satisfait.

Article 1^{er} bis (p. 569).

M. le rapporteur.

Adoption de l'article 1^{er} bis.

Article 2 (p. 569).

Amendement n° 25 de M. Pinte : MM. Pinte, le ministre, le rapporteur, René Haby. — Rejet.

Amendement n° 10 de la commission des affaires culturelles : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendements n° 2 de la commission des finances, 23 de M. Jacques Brunhes, 11, 12 et 13 de la commission des affaires culturelles : MM. le rapporteur pour avis, Jacques Brunhes, le rapporteur, Schreiner, le président de la commission. — Retrait de l'amendement n° 2.

M. Jacques Brunhes. — Retrait de l'amendement n° 23.

MM. le ministre, René Haby, Briane, le président de la commission. — Adoption des amendements n° 11, 12 et 13.

Adoption de l'article 2 modifié.

Article 3 (p. 571).

Amendements n° 14 de la commission des affaires culturelles et 33 du Gouvernement : MM. le rapporteur, le ministre, le président de la commission, Briane, Derosier. — Réserve de l'article 3 jusqu'après l'examen de l'article 9.

Article 4 (p. 572).

M. Fuchs.

Amendement n° 15 de la commission des affaires culturelles : MM. le rapporteur, Pinte, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 16 de la commission des affaires culturelles : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 17 de la commission des affaires culturelles : MM. le rapporteur, le ministre. — Adoption.

Amendement n° 34 du Gouvernement : MM. le ministre, le rapporteur. — Réserve de l'amendement et de l'article 4 jusqu'après l'examen de l'article 9.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

M. Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement ; Mme le président.

4. — **Loi de finances rectificative pour 1981.** — Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi (p. 573).

M. Pierret, rapporteur général de la commission des finances.

M. Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget.

Dernier texte voté par l'Assemblée.

Adoption de l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

5. — **Ordre du jour** (p. 576).

PRESIDENCE DE Mme MARIE JACQ,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures.

Mme le président. La séance est ouverte.

— 1 —

PRIX DU LIVRE

Discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

Mme le président. L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (n° 251, 252).

La parole est à M. Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Claude Evin, président de la commission. Monsieur le ministre de la culture, mes chers collègues, il n'est pas dans mes intentions de nier l'urgence ni l'intérêt politique que présentent certains projets de loi, mais je tiens, au nom de l'ensemble des membres de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, à protester contre les conditions dans lesquelles nous avons dû examiner celui-ci.

La commission n'en a été saisie que ce matin puisque le Sénat sur le bureau duquel il avait été déposé en première lecture n'a terminé ses travaux qu'à une heure trente cette nuit. Le rapporteur, M. Pesce, et les commissaires n'ont donc pu en prendre connaissance que ce matin, même si M. le ministre de la culture avait été entendu par la commission la semaine dernière.

Ayant terminé nos travaux et l'examen des amendements à treize heures quarante-cinq, je serais tenté, madame le président, de vous demander une suspension de séance d'une heure trente pour permettre aux services de l'Assemblée d'imprimer les amendements que nous avons adoptés.

Toutefois, conscient des difficultés que nous rencontrons en cette fin du mois de juillet pour examiner l'ensemble des textes qui nous sont soumis, je m'y refuse. J'ai d'ailleurs demandé aux services de la commission de faire diligence pour que ces amendements puissent être distribués au plus vite. Mais — et je le regrette pour l'Assemblée — le rapport ne peut pas actuellement être mis en distribution malgré le travail qu'ont accompli le rapporteur et les commissaires.

M'adressant maintenant au Gouvernement, je tiens à lui faire part du désagrément de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de travailler dans des conditions qui, je le souhaite en conclusion, ne devraient pas se renouveler à l'avenir.

— 2 —

RAPPELS AU REGLEMENT

Mme le président. La parole est à M. Pierre Joxe, pour un rappel au règlement.

M. Pierre Joxe. Madame le président, le groupe socialiste s'est réuni ce matin à la faveur d'une suspension de séance que j'avais accepté de retarder à la demande d'un des membres de l'opposition. La reprise de nos travaux a été renvoyée à cet après-midi, retardant d'une heure, voire d'une heure et demie la discussion du projet de loi portant décentralisation.

Les députés socialistes souhaitent que les projets qui nous sont soumis par le Gouvernement et dont l'urgence répond à des choix politiques que nous approuvons, soient examinés dans des conditions telles que l'Assemblée puisse en délibérer en toute connaissance de cause.

Mais ils souhaitent davantage encore que l'Assemblée ne se sépare pas avant d'en avoir terminé avec le texte sur la décentralisation qui est inscrit à l'ordre du jour.

C'est pourquoi ils ont adopté une résolution qu'ils vous demandent, madame le président, de transmettre à M. le président de l'Assemblée, aux termes de laquelle ils ont décidé de siéger sans désespérer. Ils ont annulé, ou vont annuler, tous leurs autres engagements pour les prochains jours de sorte que

l'Assemblée puisse siéger pendant le temps nécessaire à partir de demain pour examiner jusqu'au bout les titres I^{er} et II du projet de loi portant décentralisation et qu'ainsi des mesures novatrices de décentralisation en faveur de la commune et des élus municipaux et du département et des élus départementaux puissent être adoptées en première lecture.

Mais ils demandent que la présidence applique le règlement de façon stricte. Il n'est pas acceptable que, sur un sujet d'une importance politique aussi considérable, on en arrive à confondre le débat politique avec d'obscures querelles de procédure interminables comme nous en avons trop vu au cours de ces derniers jours.

M. Jean Fontaine. C'est incroyable !

M. Pierre Joxe. Les députés socialistes seront présents. Les protestations de l'opposition ne les impressionnent nullement.

M. Philippe Séguin. Vous ne nous impressionnez pas non plus. Vous rêvez, monsieur Joxe.

M. Pierre Joxe. Nous vous impressionnerons de plus en plus parce que vous constaterez que notre volonté politique coïncide avec la volonté exprimée par le peuple souverain. Par conséquent, les projets de loi auxquels nous tenons seront votés.

M. Francisque Perrut. Vous avez la mémoire courte !

M. Pierre Joxe. J'insiste, madame le président, pour que vous interveniez auprès du président de l'Assemblée nationale pour que les articles du règlement, qui sont très précis, soient appliqués avec rigueur.

Si nous sommes favorables à un vrai débat au fond, nous sommes opposés à une guérilla de procédure qui n'est qu'une perte de temps. Si nous sommes décidés à siéger le temps qu'il faudra, nous refusons de laisser s'obscurcir le fond du débat sur la décentralisation.

Telles sont les observations que je voulais présenter, madame le président, à l'ouverture d'une deuxième période de cette session extraordinaire, deuxième période qui, elle, est d'une durée indéterminée. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

Mme le président. Monsieur Joxe, la conférence des présidents a prévu de se réunir ce soir à vingt heures. Vous connaissez alors la teneur de la lettre du Premier ministre sur l'ordre du jour.

La parole est à M. Fontaine, pour un rappel au règlement.

M. Jean Fontaine. Madame le président, ce rappel a précisément pour objet de demander l'application du règlement. Nous sommes appelés à débattre d'un projet de loi relatif aux prix du livre. Nous n'avons ni rapport ni amendements. En application du règlement, nous ne pouvons pas l'examiner.

Mme le président. La parole est à M. Séguin, pour un rappel au règlement.

M. Philippe Séguin. Madame le président, mon rappel au règlement porte sur les conditions dans lesquelles la séance a été suspendue ce matin.

Sans trahir de secret, vous ne m'en voudrez pas d'informer l'Assemblée qu'au cours de la réunion du bureau, qui s'est tenue à onze heures trente, de nombreux collègues, appartenant d'ailleurs aux groupes les plus divers de l'Assemblée, ont regretté les agressions systématiques dont étaient victimes, de la part de certains membres du Gouvernement et de certains députés, les présidents de séance. Le bureau a donc souhaité qu'il soit mis fin à ces procédés qui consistent à mettre en cause à tout propos la façon dont l'Assemblée est présidée. Je déplore que M. Joxe en ait donné une nouvelle illustration.

M. Louis Darinot. Qui a commencé ?

M. Philippe Séguin. Au sujet de la suspension de séance de ce matin, je prendrai la défense de M. Stasi que M. Joxe a attaqué — même s'il ne l'a pas nommé — alors qu'il n'est pas en mesure de répondre puisqu'il est absent.

Que s'est-il passé ?

A onze heures, nonobstant son empressement à voter le texte sur la décentralisation, M. Joxe lui-même — et non l'opposition — a demandé une suspension de séance pour — ô surprise ! — une réunion du groupe socialiste.

Un député du rassemblement pour la République. C'est le maître !

M. Philippe Séguin. J'ai fait observer, au moment où le président de séance s'apprêtait à déterminer le temps de cette suspension, qu'une réunion du bureau devait se tenir à onze heures trente, à laquelle certains d'entre nous devaient participer, en particulier, M. Stasi qui pré-édait la séance, M. Nucci qui prenait une part très active au débat, et moi-même. J'ajoutais que si la suspension n'était pas assez longue pour nous permettre de participer à la réunion de bureau, je serais contraint, au nom du groupe R. P. R., de demander, à la reprise de la séance, une nouvelle suspension de manière à pouvoir remplir le mandat qui m'a été confié par l'Assemblée. M. Joxe a alors bien voulu se souvenir — l'ignorait-il ? — qu'une réunion de bureau était prévue à onze heures trente, et a demandé, en conséquence que la suspension de séance qu'il sollicitait ait lieu à onze heures trente. C'est donc en toute bonne foi que M. Stasi, président de séance a, à la demande de M. Joxe, levé la séance à onze heures trente et renvoyé nos travaux à quinze heures. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

— 3 —

PRIX DU LIVRE

Reprise de la discussion d'un projet de loi adopté par le Sénat.

Mme le président. Nous en revenons au projet de loi relatif au prix du livre.

M. Jean Fontaine. Il n'y a plus de règlement !

M. Claude Evin, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. Je n'ai pas demandé de suspension mais je n'empêche personne de le faire.

Mme le président. La parole est à M. le ministre de la culture.

M. Jack Lang, ministre de la culture. Madame le président, mesdames, messieurs les députés, permettez-moi, avant de vous présenter, au nom du Gouvernement, le projet de loi relatif au prix du livre, de vous dire toute l'émotion que je ressens à prendre, pour la première fois de ma vie, la parole devant votre assemblée, élue au suffrage universel direct. Hier, le Sénat a bien voulu m'entendre et participer de façon solide, attentive et sérieuse à l'élaboration de la loi. Mais aujourd'hui je subis le véritable baptême du feu devant vous, élus directement par la nation.

Un mot encore si vous le permettez. Je comprends l'irritation de beaucoup d'entre vous devant la précipitation, la hâte avec lesquelles, parfois, le Gouvernement vous soumet des projets, au demeurant sérieusement étudiés et solidement étayés. Mais, vous le savez, une volonté populaire s'est exprimée par deux fois au moins en faveur d'un profond changement. L'opinion publique ne comprendrait pas que les premiers actes du nouveau Président de la République, du nouveau Gouvernement et de la nouvelle Assemblée ne témoignent pas, dès maintenant, de cette volonté de changement et de transformations.

Précipitation n'est synonyme ni d'improvisation ni de bricolage. Le Gouvernement a travaillé ; l'Assemblée travaille beaucoup et je sais que, par ses projets, le Gouvernement vous impose un surcroît de travail.

J'ai entendu à l'instant que l'on suggérait que l'Assemblée poursuive ses travaux au-delà du 1^{er} août, acte sans précédent dans l'histoire parlementaire, si ma mémoire est bonne. Toutefois, l'un d'entre vous, tout à l'heure, me rappelait qu'en 1936, la Chambre des députés travailla tout au long de l'été : ce renouvellement de l'histoire n'est pas sans signification symbolique.

De même, la présentation devant vous d'un projet de loi portant sur le prix du livre n'est pas non plus sans signification symbolique.

La volonté du Gouvernement est de vous proposer aujourd'hui, et très bientôt à travers la loi de finances comme à travers d'autres textes, une nouvelle politique culturelle pour le pays.

Il y a beaucoup à faire, la tâche à accomplir est grande et j'espère que nous améliorerons ensemble le texte qui vous est proposé.

J'en résumerai brièvement l'esprit général. Le projet de loi relatif au prix du livre, qui vous est soumis aujourd'hui, présente un caractère tout à fait exceptionnel. C'est la première fois en effet qu'il est demandé aux parlementaires de se prononcer de cette manière en matière de prix. Mais l'objet de ce débat dépasse, et de loin, l'ordre de la seule économie.

Refuser d'abandonner le prix des biens culturels aux lois destructrices du marché, tel est l'un des soucis du Gouvernement, pour le livre comme pour d'autres activités culturelles. On l'a souvent dit dans le passé, sans en tirer malheureusement les conséquences, le livre n'est pas un produit comme les autres : c'est une création de l'esprit qui ne saurait être soumise — sans une protection ou à tout le moins sans une régulation particulière — à la seule loi du marché.

Au travers de ce projet de loi, la question posée est de savoir si notre pays entend maintenir vivante et forte une grande tradition artistique de création ou si, au contraire, il choisira la voie de la facilité et de la routine.

L'enjeu du débat d'aujourd'hui ne réside pas seulement dans la discussion, l'amendement ou l'adoption d'un projet de loi qui n'est qu'un élément d'un ensemble ; l'enjeu de ce débat, c'est l'avenir de la création littéraire en France.

Je posais hier cette question devant le Sénat : à quel prix, aujourd'hui, un nouveau Flaubert, un nouveau Balzac, un nouveau Verlaque, un nouveau Gide aurait-il la chance — ou, la chance — d'être publié et lu ? Notre pays est-il prêt à payer ce prix d'une invention, d'une production littéraire, est-il prêt à défendre sur le territoire comme hors de nos frontières la littérature française ?

Je présenterai brièvement le contexte économique dans lequel ce projet vous est proposé. Après avoir vécu depuis le début du siècle dans un climat de calme et de paix économique, la diffusion du livre connaît depuis quelques années une mutation commerciale dont les conséquences sont loin d'être neutres sur le plan culturel. En effet, longtemps assurée par un réseau de commerçants spécialisés, les libraires, la vente du livre a vu apparaître et se développer peu à peu de nouvelles formes de distribution, lesquelles ont engendré une concurrence très vive qui a porté parfois atteinte aux nouveautés littéraires, aux livres pour enfants, à tout un ensemble d'ouvrages de grande valeur.

Mais venons-en à l'actualité. Cette situation a été aggravée par la décision prise par le Gouvernement en 1979 sous la forme d'un arrêté portant le nom du ministre de l'économie de l'époque, M. Monory. Cet arrêté du 23 février 1979 a prétendu établir la liberté du prix du livre. Son objectif était séduisant. Liberté, liberté, qui ne vibre en entendant ce mot ! Mais s'agissait-il d'une vraie concurrence ? Les faits ont montré que le système imaginé par M. Monory a en réalité introduit dans le marché une fausse concurrence. Concurrence, d'une part, entre quelques groupes puissants de diffuseurs, parfaitement localisés dans quelques grands centres urbains et, d'autre part, le vaste réseau de libraires dispersés sur l'ensemble du territoire, qui constitue l'une des chances de l'aménagement culturel du pays et de la création littéraire.

Les conséquences de l'arrêté Monory sont connues de vous : aggravation de la crise du livre et surtout renchérissement du prix de celui-ci.

Voilà une réforme dont on affirmait qu'elle entraînerait une baisse des prix et qui, en pleine année d'application, en 1980, s'est traduite par une augmentation de plus de 16 p. 100 alors même que le prix de la vie augmentait, non pas seulement, mais déjà de 13,2 ou 13,3 p. 100. Or pendant toute la période, elle-même imparfaite, qui a précédé l'arrêté Monory, les prix des livres ont augmenté moins rapidement que le coût de la vie. Tel est l'extraordinaire paradoxe de l'arrêté pris en 1979 : il prétendait faire baisser les prix du livre, il aura réussi l'exploit, pour la première fois depuis la guerre, de les faire monter plus vite que le coût de la vie.

Par ce texte, nous voulons atteindre trois objectifs. Premièrement, l'égalité des citoyens devant le livre, qui sera vendu au même prix sur l'ensemble du territoire national. Deuxièmement, le maintien d'un réseau de distribution décentralisé, aussi dense que possible, à densifier encore, notamment dans les zones les plus éloignées des centres urbains. Troisièmement, le soutien au pluralisme de la création littéraire et de l'édition.

Je n'exposerai pas, pour économiser votre temps, l'économie générale du texte car vos rapporteurs le feront dans quelques instants. Le Sénat, hier soir, a apporté plusieurs modifications. Tout à l'heure, lors de la discussion des amendements au texte ainsi élaboré, j'aurai l'occasion à mon tour de vous proposer quelques améliorations.

Pour l'instant, je voudrais élever le débat qui, déjà, ne se situe pas très bas. (Sourires.)

M. Jean Fontaine. Avec nous jamais !

M. le ministre de la culture. En effet... Je présenterai quelques observations d'ordre général.

Au moment où le législateur, s'il veut bien nous suivre, s'apprête à accomplir un acte important, et sans précédent, non seulement sur les plans économique et législatif, mais aussi dans les domaines politique et culturel, nul n'aurait compris que les professionnels eux-mêmes n'accomplissent pas parallèlement un effort.

C'est pourquoi le Gouvernement, plus précisément M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances Mme Catherine Lalumière, ministre de la consommation, et moi-même avons tenu, avant même de venir devant vous, à engager une négociation avec les professionnels, en particulier avec les éditeurs. La négociation a été solide, je crois sérieuse, précise et les éditeurs ont pris à l'égard du Gouvernement un engagement dont, tout à l'heure, je fournirai le détail. Ils s'engagent à modérer le prix du livre et à limiter leurs remises, en particulier les remises quantitatives. L'honneur d'une profession est ainsi mis en jeu et le Gouvernement sera attentif, mois après mois, au respect de cet engagement.

Je voudrais répondre maintenant à quelques objections formulées par tel ou tel groupe. L'intérêt du créateur, qui est aussi l'intérêt général, et ceci vaut pour la lecture, comme pour le cinéma ou toute autre forme de création intellectuelle, est de se trouver en présence d'un réseau de diffusion aussi diversifié que possible. Aucun groupe ne doit exercer un monopole ni une position dominante. A coup sûr, les auteurs trouveront davantage à ce projet de loi. A l'autre bout de la chaîne, il y a le lecteur, qu'on appelle aussi le consommateur. Tout le monde parle en son nom : vous, moi, les associations. On finance des sondages, sans trop savoir comment et par qui ils sont organisés. C'est l'intérêt du lecteur qu'on invoque pour tenter de s'opposer à ce projet. On nous dit : le Gouvernement a des préoccupations hautement culturelles, mais, en vérité, il se fiche du lecteur. Pour ma part, je crois, au contraire que le projet de loi est une bonne affaire pour le lecteur, et je vais vous expliquer pourquoi. Que veut-il ce lecteur ? Premièrement, un prix uniforme, deuxièmement, un prix aussi modéré que possible et aussi un prix connu ; il veut enfin trouver partout un échantillonnage de livres aussi varié que possible.

Un prix unique, c'est l'objet de la loi. Tout à l'heure, nous discuterons de la fourchette éventuelle à établir ou à modifier.

Un prix modéré, c'est là où les débats sont les plus vifs. Je crois pouvoir affirmer que, grâce à la loi et à l'engagement souscrit par les éditeurs, nous avons l'assurance que les prix resteront modérés — pour autant que les économies puissent établir des prévisions qui ne soient pas démenties par les faits, comme ce fut parfois le cas dans un passé récent.

Trois arguments plaident en faveur d'une prévision de modulation du prix des livres.

Premièrement, la profession d'éditeur, si imparfaite qu'elle soit, a montré dans le passé qu'elle savait être raisonnable. J'en ai fourni un exemple voici quelques instants en rappelant que, jusqu'à l'arrêt de M. Monory, les prix des livres avaient augmenté moins rapidement que les autres.

Deuxièmement, diverses dispositions qui sont notamment incluses dans le texte du projet et dans l'engagement pris par les éditeurs permettent de penser que le Gouvernement ne sera pas désarmé dans le cas où les promesses faites ne seraient pas respectées.

Le dernier argument fait appel au raisonnement économique. Bien que n'étant pas économiste, je lis les textes, nombreux, qu'ils publient et je finis par comprendre un peu leurs discours contradictoires. Le système que nous proposons s'appuie sur deux ressorts. D'abord, il substituera à la fausse concurrence actuelle entre des groupes puissants localisés et les petits diffuseurs dispersés, qui ne constituent pas un front suffisamment uni, une meilleure concurrence, celle-là même que les éditeurs livre-ront pour vendre leurs livres aux diffuseurs. Ensuite, reprenant le jargon employé par les économistes, je dirai que le marché du livre n'est pas indéfiniment extensible, élastique. Il y a un seuil de prix que l'éditeur ne peut pas dépasser sous peine de ne pas vendre du tout. J'ai déjà cité hier, devant le Sénat, cet exemple qui est très spectaculaire : voici quelques années, la plupart des grands quotidiens se vendaient trente centimes.

M. Emmanuel Hamel. Il y a longtemps !

M. le ministre de la culture. Non, pas autant que vous le croyez. A la même époque, le livre de poche se vendait trois francs. Aujourd'hui, les quotidiens coûtent trois francs ou trois francs cinquante et si la progression avait été du même ordre pour le livre de poche, celui-ci se vendrait trente francs ou trente-cinq francs. Or chacun sait qu'il coûte entre douze et quinze francs.

Sous peine de couper la branche sur laquelle ils sont installés, les éditeurs n'ont pas intérêt à augmenter exagérément les prix. En tout cas, je le répète, le Gouvernement veille attentivement au respect de l'esprit de la loi et à l'application de l'engagement qui a été contracté avec la profession éditoriale.

Un prix connu. On parle en permanence des consommateurs mais, après tout, un de leurs droits n'est-il pas de savoir ? Aujourd'hui, qui peut dire quel est le prix d'un livre ? Top secret ! Dans les magazines, on dira qu'un livre vaut cinq broches à dents, quinze shampoings ou trois paquets de lessive. Notre réforme permettra enfin à chacun, partout en France, de connaître le prix du livre qu'il souhaite ou ne souhaite pas acheter.

Enfin, dernière vertu attendue par le lecteur d'un tel système : un prix pour des livres accessibles sur l'ensemble du territoire. Si nous ne portions pas remède à la situation actuelle — et ce n'est qu'un remède parmi d'autres — le marché serait brutalement transformé et dans quelques années, après la faillite de nombreux libraires, nous assisterions à une concentration encore plus forte au bénéfice des grandes centres urbains.

Le droit à la culture, le droit du lecteur, le droit du citoyen c'est de pouvoir là où il habite et, en tout cas, là où il vit, trouver un échantillonnage de livres aussi divers que possible.

Ce système contribuera à faciliter l'aménagement culturel du territoire par l'implantation d'une multitude de points de vente et, si nécessaire, d'autres mesures compléteront cette œuvre.

En conclusion, ce texte, que nous allons essayer ensemble d'améliorer, n'est qu'un texte. Certes il sera appliqué, mais il n'est qu'un moment, une étape, une première pierre que le Gouvernement et le législateur apporteront à une nouvelle politique du livre.

Depuis trop longtemps, le livre a été sacrifié par les gouvernements successifs. Il faut aujourd'hui concevoir pour notre pays une politique ambitieuse du livre, dont les grands chapitres seraient, entre autres, la création littéraire, la situation économique de l'imprimerie française, qui connaît de graves difficultés, la présence du livre français à l'étranger, la création d'un réseau de bibliothèques publiques.

Notre pays tient là une grande chance et à l'automne prochain, lors de l'examen du projet de loi de finances, le Gouvernement vous proposera une série de réformes très importantes. Dans cet esprit, une commission, dont le président est l'écrivain Bernard Pégau et le rapporteur un autre écrivain, Jean-Claude Barreau, prépare actuellement des propositions pour le Gouvernement et pour le législateur.

Tel est, mesdames, messieurs les députés, l'esprit général de ce texte auquel j'espère qu'ensemble nous allons pouvoir apporter les améliorations qu'il mérite. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

Mme le président. La parole est à M. Pesce, rapporteur de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Mesdames, messieurs, on ne peut que se féliciter de voir ce projet venir aujourd'hui en discussion, même si nous avons été obligés de travailler rapidement depuis ce matin de bonne heure. On comprendra donc que je ne puisse faire la synthèse des propositions de la commission que je présenterai article par article.

On doit se féliciter de la présentation de ce texte d'abord parce qu'il s'agit d'une des promesses que le Président de la République avait faites pendant la campagne présidentielle, et qui est ainsi tenue dans un délai tout à fait raisonnable.

On doit aussi se féliciter parce qu'il y avait vraiment urgence.

J'ajoute qu'il est important que ce soit le ministre de la culture qui vienne ici soutenir ce projet. En effet, depuis trois ans, chaque fois que j'interpellais personnellement le ministre de la culture sur le prix du livre, c'était le ministre de l'économie qui venait répondre. Cela montre bien que notre conception du livre est différente de celle de la nouvelle opposition. *(Très bien ! très bien ! sur les bancs des socialistes.)*

La bataille du prix du livre était devenue un symbole dans tous les milieux culturels, et bien au-delà. A la question fondamentale : le livre est-il un produit comme les autres et doit-il suivre les lois du marché ? nous répondons non. En effet, c'est avant tout un produit culturel, bien qu'il soit soumis, pour sa diffusion, à des règles économiques précises. C'est la raison pour laquelle cette bataille pour le prix du livre était symbolique pour les créateurs, les artistes, les écrivains, pour tous ceux qui s'intéressent à la culture.

Ce sujet passionnant suscite des comportements passionnels, et je n'en veux pour preuve que les réactions dont la presse s'est fait l'écho depuis quelques jours. Les mêmes personnes changent d'opinion d'une heure à l'autre, mais je crois que le temps montrera, les passions s'étant apaisées, que nous avons bien agi.

Certains considéreront sans doute que cette première mesure est insuffisante, et ils auront raison. Elle est en fait une condition nécessaire, mais non suffisante, pour résoudre le problème du livre en France.

Mais il était urgent de commencer à le résoudre et c'est ce que nous faisons aujourd'hui. Il reste, comme M. le ministre l'a rappelé tout à l'heure, qu'il faudra, dans les mois qui viennent, mettre en chantier une loi-cadre ou une loi de programme sur la lecture publique et prendre en compte tous les problèmes relatifs au livre, qu'il s'agisse de la création, de l'édition ou de la diffusion.

Notre problème est aujourd'hui de parvenir à faire la synthèse entre des intérêts contradictoires. Ceux des professionnels, d'abord — éditeurs, libraires, auteurs — qui sont déjà bien souvent en contradiction entre eux.

Les intérêts des consommateurs, ensuite. Le consommateur doit être informé du prix du livre, et il doit pouvoir trouver tous les types de livres où qu'il vive en France.

L'intérêt du livre lui-même, enfin, dont on doit préserver l'avenir.

Je commencerai par un bref historique du problème du prix du livre.

Jusqu'en juillet 1979, sous le régime général de l'ordonnance du 30 juin 1945, existait ce qu'on appelait le prix conseillé, mais les libraires vendaient le livre au prix qu'ils voulaient. Pour l'édition, les prix étaient déjà libérés depuis deux ans. Il est donc faux de dire que l'arrêté Monory a libéré le prix du livre. Il a simplement aggravé la situation.

L'arrêté du 23 février 1979, jusqu'à ce jour en vigueur, interdit à tout éditeur, importateur ou grossiste l'indication, par quelque moyen que ce soit, de prix conseillés pour la vente au public des livres. L'instauration d'un tel système, dit du prix net, avait d'après son auteur deux objets : rendre les libraires plus complètement responsables des prix des ouvrages proposés à leur clientèle et accroître ainsi leur indépendance par rapport à l'éditeur : supprimer l'annonce de rabais en pourcentage sur le prix conseillé, annonce préjudiciable aux ventes en librairie.

Il s'agissait, en fait, d'appliquer au livre les principes du libéralisme économique.

L'expérience a montré que ces deux objectifs n'ont pas été atteints et qu'au contraire l'arrêté Monory a aggravé la situation.

Sur le plan économique, l'évolution récente du marché du livre n'est pas satisfaisante. Pour la première fois depuis cinq ans, l'indice du prix du livre non scolaire a cru en 1980 plus vite que l'indice général des prix, comme en témoignent tous les chiffres fournis par la profession. Et les chiffres pour les cinq premiers mois de 1981 publiés par l'I.N.S.E.E. confirment cette tendance. Il s'agit donc d'une échec en ce qui concerne les prix puisque ceux-ci ont augmenté.

Mais c'est surtout au niveau culturel que l'arrêté Monory a eu les conséquences les plus fâcheuses.

D'abord, les consommateurs ne s'y retrouvaient plus puisqu'ils n'avaient plus aucune référence, plus de catalogue. Il se produisit alors une concentration de la distribution et de l'édition. En effet, des rapports inégaux entre les différents vendeurs et producteurs entraînent logiquement l'affaiblissement du rôle des libraires, le renforcement symétrique des *discounters* sur le marché du livre et, par voie de conséquence, la concentration de l'édition.

L'image de marque des libraires est devenue mauvaise, car les clients n'ayant plus de prix de référence et trouvant ailleurs des prix nettement plus bas, pensent que les libraires les volent.

Plus grave, les best-sellers sont de plus en plus vendus par les *discounters*. Or c'est avec ces livres que la librairie traditionnelle réalisait une part importante de son chiffre d'affaires, donc de ses bénéfices. Perdant cette partie « facile » des ventes, les petits libraires doivent rattraper ces pertes sur les autres livres en augmentant les prix de vente des livres de moindre diffusion — ouvrages scientifiques, littéraires, livres de recherche, etc.

Ils doivent en outre, pour diminuer leurs coûts de gestion, réduire leur stock. Les livres sont gardés moins longtemps sur les rayons, renvoyés rapidement aux éditeurs, ce qui implique une perte pour ceux-ci, mais, surtout, une réduction du temps

pendant lequel les livres sont proposés à la vente. Actuellement, la moyenne de vie d'un livre n'est bien souvent que de six mois, ce qui est particulièrement préjudiciable à la création et à l'édition.

Certains éditeurs en étaient arrivés à se demander s'il était encore opportun d'éditer un livre que les *discounters* n'auraient pas été prêts à acheter. On glissait ainsi vers une forme d'auto-censure de l'édition, qui constituait une grave atteinte aux droits de la création.

Il n'est pas question de défendre ici l'intérêt des seuls libraires, mais il se trouve que celui-ci coïncide avec l'intérêt général. Ce qui nous préoccupe avant tout, c'est de préserver la création.

J'en viens au projet de loi lui-même dont je voudrais mettre en lumière certains aspects.

Ce projet de loi n'a pas l'ambition de régler l'ensemble des problèmes relatifs au livre, et notamment ceux qui concernent sa distribution. Il ne doit pas être considéré comme un ensemble de dispositions tendant à défendre une profession.

L'objet de ce texte est de mettre à égalité tous les Français devant le livre. Ils doivent pouvoir trouver, où qu'ils vivent, tous les livres et cela au même prix, quelle que soit la taille et le lieu d'implantation du détaillant. Le livre n'est pas un produit comme les autres, et si l'on peut admettre qu'il n'existe en France que sept ou huit marques de réfrigérateurs, on ne saurait réduire la production à quelques dizaines ou quelques centaines de titres par an.

Telles sont les réflexions générales que m'inspire ce texte.

J'exposerai maintenant rapidement les principales décisions prises cette nuit par le Sénat.

Le Sénat a adopté le projet de loi relatif au prix du livre en lui apportant, outre des améliorations de forme sur lesquelles il n'est pas utile de s'étendre, des aménagements de fond.

A l'article 1^{er}, il a supprimé la faculté offerte aux détaillants de majorer ou de diminuer de 5 p. 100 le prix de vente au public. Il a marqué ainsi son souhait de voir réellement appliquer un prix unique de vente au public et donc d'assurer l'égalité de tous les Français, où qu'ils vivent en France et quels que soient le lieu d'implantation et l'importance du détaillant. Cette disposition prive évidemment le détaillant de la possibilité de consentir des remises à certaines catégories de clients, notamment aux plus fidèles.

Tirant les conséquences logiques de sa décision, la Haute assemblée a supprimé l'article 6 du projet de loi qui interdisait toute publicité relative aux rabais puisque ceux-ci ne peuvent plus être pratiqués. Notre commission vous fera sur ce point des contre-propositions que nous examinerons tout à l'heure.

Le Sénat a introduit un article 1^{er} bis qui apporte une innovation importante dans la mesure où il définit le prix d'achat des livres par les détaillants.

D'une part, ce prix sera calculé en tenant compte d'un barème d'écart applicable au prix de vente au public hors taxes. D'autre part, le Sénat a introduit la notion de « remises qualitatives » que l'éditeur pourra accorder aux détaillants en contrepartie des services rendus. La définition des services ainsi pris en compte pour l'obtention des remises qualitatives doit faire l'objet d'un accord interprofessionnel. Il pourrait être tenu compte, notamment, de l'existence d'une documentation bibliographique, de l'acceptation des nouveautés en « office » ou d'un stock important. C'est une disposition que nous réclamons depuis très longtemps et dont nous devons étudier les modalités d'application.

La Haute assemblée a, d'autre part, modifié la rédaction de l'article 4 autorisant les détaillants à pratiquer des soldes sur les livres neufs au bout de deux ans. La référence à la notion de soldes, qui fait l'objet d'une réglementation générale précisée par la loi du 30 décembre 1906, a été supprimée, tout en laissant la possibilité aux détaillants de pratiquer, au bout du même délai, des prix inférieurs au prix de vente au public. Sur ce point, nous sommes pratiquement d'accord avec le Sénat et nous apporterons simplement quelques modifications.

A l'initiative de sa commission des affaires économiques, le Sénat a tenu, par ailleurs, à préciser le point de départ des délais fixés par les articles 3 et 4, respectivement neuf mois et deux ans, en indiquant que ces délais devraient courir à compter, selon les cas, de la date d'importation ou de la date de dépôt légal de la première édition. Nous présenterons là des contre-propositions, car, si la rédaction du Gouvernement n'était pas très claire, je ne suis pas convaincu que celle du Sénat le soit davantage. Je pense que nos propositions permettront de résoudre ce problème essentiellement technique. Enfin,

souhaitant dresser un premier bilan de l'application de cette loi, la Haute Assemblée a complété l'article A9 du présent projet par une disposition qui fait obligation au ministre de la culture de présenter, avant le 1^{er} avril 1983, un rapport au Parlement.

En résumé, la commission a pris quatre types de décisions.

Elle a précisé les textes lorsque cela était nécessaire.

Elle fait en sorte que ce texte défende le livre plus qu'une catégorie professionnelle.

Elle s'est préoccupée de la défense du consommateur en déposant plusieurs amendements à cet effet.

Enfin, elle a placé plusieurs verrous supplémentaires pour éviter que la loi ne soit contournée.

En conclusion, ce projet de loi présente des aspects très positifs que je rappelle brièvement.

Il tend à assurer l'égalité des citoyens devant le livre. Cela signifie que celui-ci sera toujours vendu au même prix. De plus, on pourra le trouver partout, ce qui implique un réseau décentralisé de distribution.

Ensuite, ce texte, à terme, apportera une aide décisive à la création.

Enfin, avec les autres mesures qui seront prises ultérieurement, en particulier avec le développement du réseau de lecture publique, il permettra de conforter la création et l'édition en France.

Il reste que, face à tous ces aspects positifs, ce texte engage un certain nombre de paris.

Comme le Sénat, nous souhaitons qu'au printemps de 1983 un débat puisse s'engager au Parlement pour faire le point de son application et, éventuellement, apporter les modifications qui apparaîtraient nécessaires.

Je voudrais souligner les trois points sur lesquels il est possible que nous perdions nos paris.

Les prix d'abord. En effet, certains membres de la commission se demandent si, réellement, les éditeurs respecteront leurs engagements. Le système mis en place permet de mener une politique contractuelle, mais, je le dis solennellement, si les engagements n'étaient pas tenus, le Parlement pourrait prendre des mesures plus contraignantes.

Par ailleurs, nous donnons un ballon d'oxygène aux librairies, mais elles devront saisir leur chance et en profiter pour se moderniser, pour s'adapter aux réalités actuelles et améliorer la qualité du service rendu. Peut-être serait-il bon de dispenser dans les universités une formation pour les libraires, ce qui n'existe pratiquement pas actuellement en France.

En ce qui concerne les sanctions, vous avez préféré, monsieur le ministre, pour des raisons que l'on comprend très bien, que les poursuites soient civiles et non pénales. Là aussi vous avez fait un pari, et nous espérons que vous le gagnerez. Mais si tel n'était pas le cas, il faudrait changer notre fusil d'épaule et en venir à des poursuites pénales.

Ce texte très important marque la volonté du Gouvernement et de sa majorité de considérer le livre comme un produit essentiellement culturel, et il donne une grande chance à l'édition, à la création et à la diffusion. Bien entendu, le Gouvernement devra faire, dans les mois qui viennent, d'autres propositions, et la profession ne doit pas considérer ce texte comme un moyen de se protéger. Au contraire, il doit être pour elle une incitation à aller de l'avant et à entreprendre les réformes indispensables pour répondre aux besoins de la population et contribuer pleinement à la vie culturelle qui ne pourra que se développer au cours des années qui viennent. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

Mme le président. La parole est à M. Pierret, rapporteur pour avis de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Christian Pierret, rapporteur pour avis. Traduction juridique de la centième proposition du programme présenté aux Français par M. le Président de la République, le projet de loi qui nous est soumis aujourd'hui est à la convergence de deux préoccupations : une préoccupation culturelle et une préoccupation économique.

La politique du livre n'existe pas en France, tout particulièrement depuis l'arrêt de 1979 qui a créé la prétendue liberté des prix définie par M. Monory et par M. Barre. Le Gouvernement nous présente aujourd'hui le premier texte ambitieux — vous

avez dit, monsieur le ministre, que c'était un premier pas — d'une politique ambitieuse de la culture fondée notamment sur le développement de la lecture et sur des bases économiques plus saines pour la diffusion du livre.

La situation a été très largement obérée au cours des dernières années par la liberté des prix. Vous l'avez rappelé tout à l'heure. Je n'y reviendrai pas, sinon pour mentionner que cette politique est en fait l'avenue d'un échec, celui de la lecture en France, de la lecture publique et de la diffusion du livre.

La France est aujourd'hui un des pays développés dans lesquels la diffusion du livre est la plus faible. Le nombre de livres achetés chaque année par habitant est un des plus restreint d'Europe occidentale.

Il convient aujourd'hui de jeter les bases économiques — la commission des finances s'est attelée à cette tâche — d'un redressement de la lecture, de la diffusion et de la vente du livre, en particulier du livre de qualité.

Si le livre est un produit, il n'est pas qu'un produit. Il est avant tout le vecteur d'une politique culturelle et la commission des finances vous sait gré, monsieur le ministre, d'avoir beaucoup insisté sur cet aspect des choses dans l'exposé des motifs et dans l'ensemble des articles du projet de loi.

Les aspects culturels et économiques ont toujours été la préoccupation des syndicats de libraires. Si ces derniers ont, en 1979, approuvé pour partie l'arrêt Monory, ils ont émis deux réserves très importantes. Selon eux, cet arrêt comportait deux lacunes.

En premier lieu, il ne prévoyait pas la prise en compte par les éditeurs, pour le calcul de leur remise, non plus seulement des quantités achetées par le libraire, mais aussi de la qualité des services qu'il rend. Le Sénat, à cet égard, a parachevé le texte présenté par le Gouvernement.

En second lieu, il ne comportait pas la création au bilan de tous les commerçants vendant des livres, d'une provision correspondant aux livres édités depuis un an au moins et gardés en stocks pendant trois mois.

Ces deux mesures réclamées par les syndicats du livre n'ont été appliquées que partiellement et les maisons d'édition, notamment les grandes, ont refusé sciemment et continuellement de jouer le jeu de la première. Dans ces conditions, il fallait réformer vite le système du prix du livre et instaurer un système d'unicité, celui qui nous est proposé aujourd'hui.

La démarche du projet de loi qui nous est soumis doit partir de deux principes :

Etablir l'égalité de traitement entre tous les détaillants de livres — c'est le sens des dispositions relatives aux maisons d'édition et de diffusion de livres par courtage, abonnements, correspondance ou ventes à solde et à l'interdiction de publicité sur les rabais ;

Favoriser, par le rétablissement de cette égalité des chances, les conditions d'une diffusion maximale du livre dans l'ensemble du territoire national.

La commission des finances a approuvé ces orientations et ces deux objectifs principaux. Elle proposera à l'Assemblée divers amendements visant quatre objectifs complémentaires qui découlent des deux précédents.

Le premier objectif est de faciliter l'accès au livre des consommateurs. La commission a déposé un amendement qui prévoit l'indication du prix sur la couverture même du livre, afin que l'acheteur le connaisse immédiatement.

Le deuxième objectif est de ne pas favoriser un type de distribution par rapport aux autres. Nous estimons en effet que la fonction économique, mais aussi culturelle, de la petite librairie, notamment de la librairie de quartier, est essentielle pour les rapports entre le libraire et le consommateur, pour le choix du livre et aussi pour le développement d'un certain type de livres de qualité et de réflexion.

Le troisième objectif est de permettre aux libraires ambitieux sur le plan culturel de favoriser une certaine fidélité de leur clientèle par des remises de prix et par une politique de qualité.

Le quatrième objectif est de donner à l'Etat la possibilité d'arbitrer entre les intérêts en cause si ceux-ci ne peuvent être conciliés. Tel est le sens du dernier amendement que la commission des finances propose à l'Assemblée nationale et qui répond à l'objectif sous-jacent à ce projet de loi : favoriser une concertation entre les maisons d'édition et les diffuseurs du livre et, par la négociation, harmoniser les intérêts des uns et des autres. Si ce processus se révélait trop lent, s'il échouait

ou s'il n'était pas respecté, les pouvoirs publics pourraient arbitrer en fonction des objectifs énoncés dans l'exposé des motifs comme dans les articles du projet de loi.

Après avoir amendé ce texte, la commission des finances a constaté l'avancée importante qu'il entraînerait sur le plan économique et culturel et l'a adopté. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

Mme le président. Dans la discussion générale, la parole est à M. Fuchs.

M. Jean-Paul Fuchs. Monsieur le ministre, l'objectif du projet de loi relatif au prix du livre est de développer la création littéraire et les ouvrages de recherche, et de maintenir un réseau de libraires qualifiés assurant la promotion des livres réputés difficiles. Il s'agit pour vous de replacer la concurrence entre réseaux de vente sur le terrain des services qu'ils rendent aux lecteurs et non sur celui des prix.

Nous devons examiner rapidement, trop rapidement sans doute pour que nous puissions l'étudier à fond et en prévoir toutes les conséquences, ce texte qui essaie de concilier des intérêts contradictoires. Il ne régie pas, je crois, le problème de fond, celui du développement de la création et de la lecture.

Les dispositions que vous nous proposez ont donné, dans les pays où elles sont appliquées, des résultats contradictoires. En République fédérale d'Allemagne où le prix imposé existe, le développement du livre est important et les créations de librairies sont nombreuses; le prix du livre augmente relativement peu, beaucoup moins que celui de l'indice du coût de la vie. En Grande-Bretagne, en revanche, les effets sont inverses: on compte de moins en moins de librairies et le prix du livre augmente beaucoup plus rapidement que le coût de la vie.

Je ne crois donc pas, monsieur le ministre, que le texte que vous présentez permettra seul d'atteindre l'objectif que vous vous êtes fixé. Les résultats dépendront beaucoup plus de la nouvelle et grande politique du livre que vous nous avez promise, car je suis persuadé, comme vous, que le livre reste l'élément fondamental de la démocratisation de la culture.

On doit à l'objectivité de reconnaître que l'édition française a progressé dans la période récente. Au cours des quinze dernières années, le nombre de titres est passé de 11 400 à 26 000, le nombre de livres produits a été multiplié par 2,3 et celui des livres prêtés par trois, la proportion de personnes qui ne lisent pas est tombée de 41 p. 100 à 29 p. 100.

Tout cela est cependant encore insuffisant, nous en sommes convaincus. L'écart reste trop grand entre le nombre de lecteurs à Paris et en milieu rural puisqu'il est encore de un à trois. Dix-neuf départements n'ont pas encore de bibliothèque centrale de prêt. La France arrive au huitième rang dans le monde pour le nombre de volumes publiés et le nombre de livres lus par habitant.

En même temps que l'édition progressait, se développaient des livres nouveaux: format de poche, livre pratique, encyclopédies. Parallèlement, on notait une évolution économique marquée notamment par l'allongement de la scolarité, une mobilité plus grande, une curiosité plus vive et la généralisation de la télévision qui, contrairement, à ce que l'on croit généralement, en éveillant la curiosité, aide au développement de la lecture. Cette évolution pose de nombreux problèmes, en particulier pour la diffusion.

Un bref regard sur l'évolution de la réglementation nous permettra de mieux comprendre la situation.

La formule du prix conseillé, qui a été appliquée de 1945 au 1^{er} juillet 1979, n'a au départ soulevé pratiquement aucune opposition. L'indication du prix n'était pas obligatoire, mais était généralement utilisée, et la concurrence s'exerçait essentiellement par la qualité du service rendu. Je crois même que, lorsqu'en 1965 les grandes surfaces ont commencé à proposer des livres à prix d'appel à la clientèle, la profession ne s'est pas inquiétée outre mesure.

Ce n'est qu'en 1974, avec l'arrivée sur le marché de la F.N.A.C. ou d'autres librairies du même type, que les intéressés ont compris la réalité du danger et qu'éditeurs, auteurs et libraires ont réagi. Ils ont proposé au Gouvernement l'instauration du prix imposé, qui nécessitait le vote d'une loi. Le Gouvernement n'a pas réagi. En désespoir de cause, les libraires ont changé leur fusil d'épaule et ils ont proposé le prix net que M. Monory a accepté en février 1979.

En instituant le régime du prix net, le Gouvernement voulait rendre aux libraires la pleine responsabilité de leurs prix et les inciter à une politique commerciale plus dynamique. J'ajoute

que les libraires ont pu obtenir, dans une certaine mesure, des renises pour qualité du service rendu — c'est un élément intéressant — et qu'il leur a également été consenti des avantages fiscaux: puisqu'ils ont pu déduire une provision de 40 p. 100 sur les stocks. C'est une contrepartie qu'il convenait de rappeler.

Pratiquement tout le monde a immédiatement critiqué l'arrêté instituant le prix net: les éditeurs, les auteurs et même une grande partie des libraires qui étaient censés en être à l'origine. On reprochait à ce système de favoriser les grandes unités commerciales, de ne plus donner d'éléments de référence aux auteurs pour calculer leurs droits, d'obliger les libraires à un fastidieux calcul du prix des livres, d'inciter les lecteurs à acheter moins, de permettre aux grandes surfaces d'augmenter leur chiffre d'affaires.

Après deux ans, ces mêmes personnes, ayant dressé le bilan, ont estimé que si quelques libraires s'étaient bien adaptés, beaucoup parmi les plus petits avaient envisagé de cesser leur activité, que les bonnes librairies-conseils négligeaient leur principale raison d'être, c'est-à-dire la diffusion de livres dont la vente n'est pas assurée d'avance, que les éditeurs prenaient de moins en moins de risques et que les consommateurs y perdaient aussi. Qu'en est-il réellement?

Honnêtement, lorsque l'on examine les chiffres disponibles, il est difficile de conclure dans un sens ou dans l'autre. D'après l'I.N.S.E.E., l'écart entre l'évolution du prix du livre et celle de l'indice général des prix est pratiquement nul sur deux ans. La première année, l'augmentation a été plutôt moins forte pour le livre que pour l'indice général. Mais, à partir du milieu de l'année 1980, la tendance s'est inversée.

Par ailleurs, l'augmentation en volume a connu un certain tassement en 1979 et 1980. La progression a été de 1 à 2 p. 100, avec il est vrai un rétrécissement du marché du livre scolaire, un essor du livre pratique, une expansion du livre de poche qui représente actuellement 30 p. 100 de la production française de livres.

Parallèlement, on observe plus de créations de maisons d'édition que de disparitions.

Les seuls chiffres disponibles ne permettent donc pas de conclure quant aux effets réels de l'arrêté Monory.

J'ajoute, monsieur le ministre, que ces seuls chiffres ne recouvrent pas la complexité du problème. Bien d'autres éléments sont à prendre en compte et, parmi eux, l'exportation qui a peu progressé ces dernières années et a même régressé depuis deux ans. Nous devançons la République fédérale d'Allemagne jusqu'en 1974. Depuis cette date, elle nous a dépassé et l'écart se creuse de plus en plus. C'est un élément à prendre en considération.

La lecture publique est aussi un élément important. Nous attendons vainement une loi-cadre — que j'ai plusieurs fois réévoquée à cette tribune — qui devrait en permettre le développement, car la vente des livres et la progression de la lecture publique sont intimement liées.

Il faut également — et cet aspect du problème a été évoqué par M. le rapporteur — penser aux consommateurs. Il faut éviter de décourager, par une augmentation excessive des prix, aussi bien le lecteur potentiel que le lecteur assidu.

Autre élément qu'il importe de prendre en compte, la distribution. Ce terme recouvre des notions très différentes et des intérêts contradictoires. Ce peut être le manager d'une grande librairie bien gérée et dynamique aussi bien que le petit libraire de quartier ou de la petite ville, peu formé, en passant par les nombreux points de vente de toutes surfaces où le livre n'est qu'accessoire mais d'où il ne convient pas de le faire disparaître. Il est difficile de trouver une solution qui permette le développement de chacune de ces formes de distribution, et je ne crois pas que cette loi y parvienne totalement.

Le dernier élément dont il faut tenir compte et qui me paraît capital est celui de la compensation. Les détaillants ont besoin de compenser les marges trop faibles qu'ils peuvent s'autoriser sur la vente des livres difficiles, à rotation lente, par des profits plus abondants qu'ils tirent des livres à succès. Or ces libraires sont privés d'une bonne partie de la vente des livres à succès que le public va chercher dans les grandes surfaces ou que lui procurent les clubs de livres.

Dans ces conditions, les libraires ont de plus en plus de mal à entretenir un large assortiment de livres réputés difficiles, mais représentatifs de la richesse culturelle de notre pays. Faute de ces débouchés, la création littéraire et les ouvrages de recherche sont menacés dans leur existence même, car la transformation des libraires oblige les éditeurs à abandonner la publication des ouvrages difficiles.

Un remède est donc nécessaire. Le décret sur les prix nets ne répond pas — ou ne répond plus — au problème posé, c'est-à-dire à la nécessité de sauver les librairies traditionnelles, donc la création, face au discount ; d'autant plus qu'éditeurs, auteurs et la plupart des libraires se rassemblent sur l'idée du prix unique qui leur semble être l'un des moyens les plus efficaces pour sauver le réseau de distribution et pour lui donner une chance de retrouver la clientèle traditionnelle.

Votre projet de loi répond-il à cette attente ? Je suis quelque peu perplexe.

D'abord, le texte pose le principe du prix unique, mais la commission transgresse immédiatement ce principe en proposant que le prix de vente puisse être compris entre 95 et 105 p. 100 du prix fixé par l'éditeur. Je pense qu'il faudrait s'en tenir à un prix réellement unique. Ne devraient bénéficier de dérogations à ce principe que certains clients énumérés par la loi.

La fixation d'un prix flexible continuera à avantager certains gros détaillants qui vendront toujours moins cher, tout en augmentant leur marge bénéficiaire. Ils pourront alors investir dans la vente par correspondance et toucher plus gravement encore les petits libraires qui seront beaucoup plus menacés de disparition, alors que la loi prétend vouloir les sauver.

Ensuite, pour atteindre vos objectifs — qui sont aussi les nôtres, monsieur le ministre — il semble nécessaire que les éditeurs prévoient des remises pour qualité du service rendu plus fortes que les remises en fonction du nombre de volumes écoulés. Le texte du Sénat a retenu cette idée.

Enfin, avec le texte qui nous est proposé, le petit détaillant ne peut plus mener la politique de gestion qui lui convient. Il lui est interdit de solder, il lui faut attendre deux ans après la publication de l'ouvrage, il ne peut plus prendre l'initiative de lancer des opérations ponctuelles et isolées puisqu'elles doivent être décidées par les éditeurs et appliquées par l'ensemble des libraires sur le plan national.

Aucune autonomie, aucune initiative ne seront laissées au petit commerce. On risque d'entrer dans un système corporatif qui entraîne la négation de tout esprit d'entreprise. Au fond, on veut sauver le libraire, mais en même temps on le tue en lui enlevant tout esprit d'initiative.

En résumé, vous proposez un double secteur : prix unique pendant deux ans et liberté de prix après cette période. Je vous suis sur ce terrain, mais j'en changerai les délais : prix unique pendant neuf mois et liberté de prix après.

En interdisant tout discount pendant neuf mois, le système assure une protection efficace des nouveautés, des livres à rotation rapide. Il permettra aux libraires de vendre sans difficulté ces ouvrages tant qu'ils sont soumis au prix imposé, donc d'entretenir par péréquation un stock d'ouvrages à vente lente. Il sauvera ainsi la création, le livre réputé difficile, le petit libraire, tout en donnant des chances aux plus dynamiques d'entre eux puisque, après neuf mois, j'y insiste, vous mettez sur le même pied les clubs, la vente par correspondance ou par abonnement et les libraires. Le système que vous développez actuellement favorise la vente par correspondance au détriment du libraire, ce qui nuit à la rentabilité puisque la vente par correspondance peut intervenir après neuf mois, alors que le libraire ne peut solder qu'après deux ans.

Monsieur le ministre, comme vous l'avez indiqué, ce texte ne va pas réellement au fond du problème. Ce n'est pas uniquement parce que le prix est imposé en République fédérale d'Allemagne que, de 1967 à 1977, le nombre de titres a augmenté de 54 p. 100 contre 5 p. 100 en France et que la R.F.A. a produit l'année passée 62 000 titres dont 81 p. 100 en première édition contre 26 000 dont 45 p. 100 en première édition en France.

Cette situation est due aussi au dynamisme et à l'organisation des éditeurs, à la formation des libraires — qui, en R.F.A., doivent sortir d'une école supérieure de libraire pour être membre de cette profession — et à une livraison rapide des libraires. Chaque librairie est rattachée à un terminal et peut être livrée en quarante-huit heures.

Un changement d'état d'esprit doit intervenir en France. Il faut donner envie de lire à l'école dès le plus jeune âge, développer considérablement la lecture publique qui a été peu favorisée ces dernières années, concevoir une nouvelle politique d'exportation du livre dans le cadre du développement de la langue française à l'étranger. Il est bien connu que culture et économie vont de pair.

Monsieur le ministre, vous nous avez fait part de votre intention de définir une politique générale du livre et de la lecture. Vous avez raison et nous vous suivrons sur ce terrain. Nous

aurions aimé en voir l'amorce dans le projet de loi de finances rectificative mais nous sommes restés sur notre faim. Vous nous proposez un remède d'urgence qui peut être discuté. J'ai d'ailleurs déposé des amendements que je souhaite vous voir accepter. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. Queyranne.

M. Jack Queyranne. Monsieur le ministre, mes chers collègues, il est hautement significatif qu'un des premiers projets de loi soumis à l'Assemblée porte sur un problème culturel par excellence et, plus particulièrement, sur le prix du livre.

Pour le groupe socialiste, cette signification est double.

D'une part, il s'agit d'un engagement fondamental de François Mitterrand au cours de la campagne présidentielle. Dans ses 110 propositions, la centième concernait l'abrogation de la libération du prix du livre. La prise de position sur le prix unique qu'il a adoptée au nom du parti socialiste, dès le 17 novembre 1977, a été confirmée par le bureau exécutif du parti socialiste le 27 juin 1979 et réaffirmée avec force lors du colloque de Valence des 30 et 31 janvier 1981. Les socialistes ne peuvent donc que se féliciter de la rapidité avec laquelle le texte vient en discussion et de sa date d'application qui est fixée au 1^{er} janvier 1982.

D'autre part, le projet de loi affirme la volonté de mettre en œuvre une politique culturelle de grande envergure. La perspective est claire : défendre l'existence du livre par cette première mesure, mais également favoriser la création et l'édition littéraires et promouvoir la diffusion du livre afin qu'il ne reste pas le privilège d'une minorité.

Penser qu'un débat sur la réglementation du prix d'un produit ne relève que du strict domaine économique reviendrait à négliger l'objet même de ce projet de loi. Le livre n'est pas — comme la coutume le veut — un produit comme un autre, soumis à une stricte logique économique, c'est un instrument culturel, témoignage du destin de nos civilisations, un moyen privilégié d'éducation, de communication et de culture. Il contribue aussi, selon les socialistes, à l'affirmation des libertés d'opinion, d'expression, de création.

La situation du livre est particulièrement difficile. L'arrêté Monory du 23 février 1979 a été conçu dans une stricte perspective économique. Dans un esprit de libéralisme, on a cru devoir soumettre le livre à la règle du profit, sans considération particulière pour son objet. Par cet arrêté, le livre a été ramené au niveau d'un banal produit de consommation favorisant, au nom de je ne sais quel vague principe, le succès circonstanciel au détriment du message rare, jetant des ombres suspectes sur la création, provoquant le pessimisme des éditeurs, menaçant le maintien du réseau des libraires, troublant le lecteur qui est d'abord un acheteur. Cet arrêté a favorisé une mutation du système de distribution du livre qui a eu des conséquences sur le cycle de transformation, de sorte que le manuscrit, œuvre de l'écrivain, est devenu un livre produit et multiplié par l'éditeur avant d'être proposé au lecteur par la vente ou le prêt.

Analysons les effets et les conséquences de l'arrêté Monory à tous les stades de la vie du livre.

Au niveau de la création littéraire, par sa logique même, strictement commerciale, l'arrêté Monory a favorisé la diffusion des best sellers, soutenus par la pratique du discount. Dans cette logique, la branche commerciale a pesé de plus en plus sur la création, de sorte que, sur le terrain de la libre concurrence, la création est toujours perdante. A la limite, le critère financier l'emporte sur le critère culturel, c'est-à-dire que les éditeurs sont condamnés à baisser leurs prix sur les gros tirages pour se rattraper sur les plus petits ou à adapter leur production pour privilégier les grandes surfaces, les chaînes de distribution et les circuits de vente par correspondance. La logique de cet arrêté est la suivante : ce qui se vend bien et vite est privilégié.

Dans ce contexte, la création littéraire est menacée : une diminution de près de 25 p. 100 des ouvrages de recherche et d'érudition a été enregistrée en 1980. La libération du prix du livre entraîne une concentration des entreprises d'édition, car les petites entreprises, fragiles dans leur existence, doivent s'adapter à cette situation. L'avenir de chaque production est aussi menacé si elle ne connaît pas un succès rapide. Enfin, une menace pèse non seulement sur l'édition, mais aussi au niveau de la distribution. La libération du prix du livre a condamné véritablement le réseau des libraires en France qui était un des meilleurs d'Europe.

L'arrêté Monory conduit inévitablement à une concentration des points de vente, négation même de la fonction culturelle des libraires qui tient à leur connaissance personnelle des livres et aux rapports privilégiés qu'ils entretiennent avec leur clientèle.

La France disposait, il y a quelques années, d'un réseau incomparable de libraires qui irriguaient le territoire. A terme, cet arrêté marquait la fin d'une librairie indépendante de qualité, la fin d'un lieu culturel animé par un libraire capable de conseiller un client et de passer commande d'un livre.

Mais il faut aussi envisager la situation du consommateur, qui a souvent été évoquée ces derniers jours. Je souligne à cet égard les conséquences de l'arrêté Monory qui a été présenté comme un moyen d'assurer la baisse du prix du livre. Nous devons reconnaître aujourd'hui que la concurrence n'a pas profité au consommateur : l'augmentation moyenne du prix du livre a été de 16,7 p. 100 en 1980, soit une augmentation des prix plus élevée que celle de 13,8 p. 100 mesurée par l'indice I.N.S.E.E.

Mais il y a plus : le consommateur s'est trouvé désorienté par l'absence de prix de référence, ne pouvant établir de comparaison entre les prix pratiqués par une grande surface et par un libraire sur les différents points du territoire. Plus grave encore : le consommateur s'est souvent heurté à la fermeture de librairies, notamment dans les grandes banlieues, dans les petites villes, en milieu rural. Enfin, en tant qu'élus locaux, nous avons constaté une augmentation très rapide des dépenses de bibliothèques, simplement pour participer au fonds de roulement. Le prix des ouvrages de recherche, d'érudition, qui sont les acquisitions normales des bibliothèques, ont augmenté de 18 à 24 p. 100 en 1980.

Telle est la situation du livre deux ans après l'application de l'arrêté Monory. Le projet de loi que vous nous présentez, monsieur le ministre, marque un coup d'arrêt à ce processus de dégradation.

D'abord, il résulte de la mise en œuvre rapide d'une politique de concertation qui a été souhaitée par tous les professionnels. Ensuite, il est la base indispensable d'une grande politique du livre et de la lecture que vous nous avez annoncée.

En reprenant le cycle de la vie du livre, nous pouvons envisager les effets positifs de la mesure qui nous est proposée aujourd'hui.

La création littéraire présente un risque du strict point de vue économique que la logique commerciale conduit à supprimer. Or nous, socialistes, sommes partisans de la publication de nombreux livres nouveaux. Le livre doit pouvoir vivre, alors qu'il ne sera peut-être reconnu que demain. C'est sur la voie d'une possibilité d'existence que le projet nous engage. Tous les écrivains n'ont pas été des valeurs commerciales à leurs débuts. Vous avez évoqué, monsieur le ministre, quelques grands noms du patrimoine littéraire français. Au début, la diffusion des ouvrages, il est vrai, a été très confidentielle. Il faut garantir au livre la possibilité d'existence afin de ne pas être réduit aux succès éphémères et uniquement à la diffusion du patrimoine, mais de pouvoir entretenir les potentialités d'une création vivante.

Quels sont les effets de ces dispositions sur la situation de l'édition ? Certains commentateurs ont prétendu que les grands gagnants de ce texte étaient les professionnels de l'édition, qui devenaient tout puissants, notamment dans la fixation des prix. C'est méconnaître le mécanisme de formation des prix du livre.

L'engagement de modération des prix qui a été pris pour un an par les éditeurs présente un aspect positif.

Cet engagement est complété par deux dispositifs. Le premier a trait à l'amélioration du fonctionnement des entreprises d'édition afin d'accroître la productivité. Des dispositions législatives et réglementaires devront être prises dans ce sens. Le second, que propose les éditeurs, se rapporte à une politique de remises, qui doivent être qualitatives, plutôt que quantitatives, notamment s'agissant du service des commandes à l'unité, de l'envoi de fiches, de la tenue d'une vitrine. Par ces mesures positives, la concurrence se situera non pas au niveau du prix, mais à celui du service rendu. Nous souhaitons que les dispositions du projet de loi et les amendements qui vous seront proposés répondent à cet objectif.

Quant à la diffusion du livre, qui suit la création et l'édition, le projet propose le maintien d'un tissu de diffusion du livre garantissant le choix le plus large. Certes, il s'agit d'une mesure partielle ; d'autres dispositions devront être prises pour garantir le maintien de ce tissu indispensable et favoriser l'installation de librairies partout où cela est possible. Il faudra notamment envisager, comme M. Fuels l'a indiqué, d'améliorer la

formation des libraires et de leurs employés en leur dispensant un enseignement spécialisé. Des aides spécifiques devront notamment être accordées pour la création de librairies.

Quels avantages le consommateur peut-il retirer de ce projet ?

Le premier résulte d'une considération d'égalité. Partout sur le territoire, le consommateur pourra trouver un livre au même prix. Cet élément fondamental contribue à la suppression de toute discrimination.

Le deuxième, qui est relatif à la vérité et à la stabilité des prix, ne peut bénéficier qu'aux lecteurs et aux auteurs.

Le troisième est celui du refus de toute discrimination qui mettra fin à l'isolement culturel qui menaçait une grande partie de notre pays par la disparition de librairies.

Au nom du groupe socialiste, j'indique toutefois que le présent projet sera insuffisant pour garantir l'avenir du livre. Une grande politique du livre et de la lecture publique s'impose. Je rappelle qu'un tiers des Français ne lisent jamais de livres. Cette grande politique ne doit pas être dissociée de mesures globales qui seront prises, comme vous nous l'avez annoncé, monsieur le ministre, dans le projet de loi de finances pour 1982.

La commission a proposé par voie d'amendement qu'il soit rendu compte en juin 1983 des mesures d'application de ce projet en ce qui concerne non seulement le strict objet du texte, mais également l'ensemble des dispositions qui auront été prises pour favoriser le développement du livre et de la lecture publique.

En conclusion, je voudrais vous dire, monsieur le ministre, que nous vous faisons confiance : ce projet est la première pierre de la grande politique de renaissance culturelle que nous attendons pour ce pays. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes.)*

Mme le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Madame le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, le projet de loi relatif au prix du livre qui nous est soumis aujourd'hui recueille, dans son principe, l'avis favorable du rassemblement pour la République. Cette position n'est pas nouvelle puisque Jacques Chirac, au nom de notre mouvement, avait exprimé le souhait que soit abrogé l'arrêté sur la liberté des prix et que soit instauré un prix fixe ou du moins un prix contrôlé.

J'analyserai d'abord les raisons qui militent en faveur d'une réforme du système actuel. Je proposerai ensuite un certain nombre de modifications au texte, afin qu'il réponde mieux à l'objectif que vous visez, monsieur le ministre. Je tâcherai enfin de dégager un certain nombre d'orientations pour une politique du livre et de la lecture, dont vous envisagez l'étude.

Les raisons de la suppression de la liberté totale des prix dans le domaine du livre sont, d'une part, la fragilité du premier système mis en place avant 1979, c'est-à-dire le système du prix conseillé et, d'autre part, les bouleversements provoqués par le fameux arrêté libérant totalement mais d'une manière anarchique les prix du livre.

La vente du livre s'est réalisée jusqu'en 1979 sous le régime du prix conseillé. Les éditeurs proposaient aux libraires un prix de vente qui, je le rappelle, n'était pas obligatoire, mais qui était respecté, d'une manière générale, par les quatre à cinq cents libraires professionnels du circuit traditionnel.

Le système avait des avantages pour tout le monde. Il représentait un élément de référence pour les auteurs, qui connaissaient approximativement le prix auquel était vendu leur ouvrage. Il satisfaisait les éditeurs qui, en dehors des remises normales, n'étaient pas soumis aux pressions économiques, soit des diffuseurs, soit d'un certain nombre de financiers. Il répondait au souci des libraires pour qui le livre n'est pas seulement un produit commercial mais un produit culturel. Il correspondait enfin, il ne faut pas l'oublier, aux souhaits des lecteurs d'être informés du prix des livres.

L'apparition, à partir des années 1974-1975, de nouvelles formes de commercialisation du livre allait bouleverser lentement mais sûrement l'équilibre fragile qui s'était instauré jusque-là.

En effet, à l'initiative de groupes commerciaux et financiers importants, la création de grandes surfaces spécialisées dans la vente du livre ou de secteurs de vente du livre dans des grandes surfaces commerciales polyvalentes allaient ébranler tous les éléments de la chaîne, auteurs, éditeurs, diffuseurs, libraires, lecteurs, éléments solidaires de la diffusion du livre et donc de la création littéraire.

On le sait, le financement des grandes surfaces exige des capitaux importants. Progressivement, la notion de rentabilité a donc pris le pas sur l'aspect culturel du livre et de la lecture. A tous les niveaux s'est substituée la notion quantitative à la notion qualitative. Qui dit rentabilité dit achat par grande quantité et qui dit achat par grande quantité dit vente en grande quantité et vente rapide, puisqu'il faut que les capitaux tournent. Qui dit vente rapide dit vente à prix cassés.

Nous reviendrons tout à l'heure sur les conséquences de ce schéma en analysant les conséquences qu'a pu avoir la liberté des prix sur les différents acteurs qui concourent à la diffusion du livre.

Les professionnels du livre ont alors réagi contre ces nouvelles pratiques et certains d'entre eux ont proposé aux pouvoirs publics la création d'un « double circuit », l'un protégé pendant un laps de temps limité, à savoir une année, l'autre libre au-delà de ce délai.

Le ministre de l'économie de l'époque n'a retenu qu'une idée : celle de la liberté totale des prix. Les professionnels, auteurs de ces propositions, s'en sont bien sur vite mordus les doigts, car le système du prix net ou du prix libre allait aggraver la situation de l'ensemble de la chaîne.

Si certains libraires avaient suggéré ce régime de liberté partielle des prix, c'est qu'ils espéraient pouvoir concurrencer les grandes surfaces sur leur terrain : celui des prix. C'était faire preuve d'une méconnaissance étonnante, pour des professionnels, du circuit de la création, de la production, de la diffusion et de la consommation d'un produit qui, il faut le répéter, n'est pas seulement un produit commercial, mais un produit culturel.

Les conséquences de cette liberté totale des prix ont été désastreuses. Elles l'ont été pour tout le monde, sauf pour ceux qu'elle voulait atteindre : les grandes surfaces. En quelque sorte, les auteurs, les éditeurs, les libraires et — nous le verrons tout à l'heure — les consommateurs, c'est-à-dire les lecteurs, ont été frappés par un effet de retour, de type boomerang, qui a accentué encore les difficultés du livre.

Pour les auteurs d'abord, il est psychologiquement très gênant de voir leurs ouvrages vendus à des prix différents, voire très différents, les écarts de prix atteignant 135 p. 100 en plus ou en moins selon l'endroit où les livres ont été diffusés, et donc vendus. En outre, il ne leur est guère agréable de constater que leur rémunération est souvent fixée forfaitairement, sans tenir compte de la vente de l'ouvrage en question. Enfin, il paraît inacceptable que la liberté de création des auteurs puisse être remise en cause sous la pression des forces économiques qui imposeraient, en quelque sorte, un genre littéraire facile à vendre.

Pour les éditeurs, la liberté des prix a pour conséquence de les soumettre aux diffuseurs, et pas seulement aux grandes surfaces, mais aussi aux diffuseurs traditionnels que sont les libraires. Les grandes surfaces, quant à elles, exigent des remises quantitatives très importantes, avant d'exiger demain — du moins on peut le craindre — des produits vendables facilement, donc en grande quantité.

Les libraires traditionnels ne bénéficient pas de remises quantitatives car, pour des raisons financières ou de stockage, ils ne peuvent acheter aux éditeurs en grandes quantités. Ils ont donc été réduits progressivement à diminuer leurs achats de livres classiques ou de livres moins facilement vendables.

La péréquation entre livres de grande diffusion et livres d'approche plus difficile ne se faisant plus, ils refuseront donc, peu à peu, de présenter certaines nouveautés, certaines créations, du moins les plus difficiles d'entre elles, en un mot les offices, c'est-à-dire le dépôt temporaire de toute nouveauté diffusée par les éditeurs.

L'engrenage se mettra donc en place. Puisque le réseau des libraires n'acceptera plus les nouveautés non assurées d'une vente facile, l'éditeur ne prendra plus le risque de lancer un auteur inconnu, un poète ou un chercheur. Sous la pression conjuguée, mais répondant à des motivations différentes, des grandes surfaces et des libraires, l'éditeur sélectionnera les auteurs non plus en fonction de critères littéraires ou culturels, mais en fonction de considérations économiques.

Quant aux libraires professionnels traditionnels, la concurrence sauvage des grandes surfaces les invitera à limiter les ventes à risque, les ventes lentes, à refuser bien entendu, comme je vous le disais à l'instant, les nouveautés, donc une partie des offices, à réduire progressivement leur fonds de livres classiques et ensuite, s'ils ne l'ont pas fait déjà, à diversifier leurs activités par la vente d'autres produits que des livres et, pour certains, à fermer boutique.

Le processus, s'il n'est pas arrêté, modifiera très rapidement tout l'environnement de la diffusion du livre et de la lecture en France.

Il ne faut pas oublier que le libraire est le point de rencontre entre l'auteur et le lecteur, par éditeur interposé. Il est en sorte le trait d'union, le médiateur, l'avocat de la création littéraire.

Enfin, pour le lecteur, la liberté des prix est en partie un leurre. Elle avait pour objectif, entre autres, de faire baisser les prix. Elle n'a rien changé pour les grandes surfaces qui pratiquaient déjà des prix réduits ou des prix d'appel. Elle n'a pas modifié la moyenne des prix chez les libraires traditionnels. Bien au contraire, elle les a entraînés à la hausse, à une hausse plus importante, ces derniers mois, comme vous l'avez rappelé, monsieur le ministre, que la hausse des prix.

On est donc en droit de se demander, mes chers collègues, si cette liberté n'a pas eu en fait l'effet inverse du but recherché, celui de la baisse des prix. Les libraires se sont peut-être rattrapés sur les prix pour compenser la diminution de leurs ventes en volume et les éditeurs de leur côté ont bien dû compenser d'une manière ou d'une autre les remises quantitatives très importantes qu'ils consentaient aux grandes surfaces.

Globalement, au niveau du prix, le consommateur, c'est-à-dire le lecteur, a donc aussi fait les frais de la liberté des prix. Il ne peut de surcroît maîtriser les prix, faute de connaître la valeur du bien qu'il souhaite acheter.

Et que dire de la liberté du lecteur — j'y reviendrai dans ma conclusion — qui voit son choix de livres restreint en raison des pressions économiques qui se multiplient pour tuer la création littéraire ?

Le prix fixe du livre qui nous est proposé aujourd'hui constitue à nos yeux la première étape d'une politique de la lecture.

Ce projet de loi arrive à temps pour redresser une situation compromise. Il n'est cependant pas — on l'a dit — la panacée. Il ne résoudra pas du jour au lendemain tous les problèmes. Il ne donnera pas l'assurance aux auteurs que leurs manuscrits seront mieux accueillis par les éditeurs. Ils ne règiera pas immédiatement les problèmes économiques que rencontrent les libraires, ou même les éditeurs. Il ne satisfera peut-être pas à court terme les lecteurs qui avaient l'habitude de se fournir, à des conditions avantageuses, dans les grandes surfaces. Mais il constitue à nos yeux un point de départ indispensable à une réflexion d'ensemble sur le livre et la lecture.

Le texte crée donc, par son article 1^{er}, un prix fixe pour la vente des livres, modulé de façon souple pour tenir compte d'un certain nombre de situations. Certes, les grandes surfaces, en particulier, souhaiteraient plus de souplesse encore. Il me paraît préférable de s'en tenir, tout au moins dans un premier temps, à une fourchette relativement étroite. Dans un an ou deux, on verra comment les choses auront évolué. D'autant, monsieur le ministre, qu'il faudra d'ici là étudier, de façon plus précise, dans le cadre de la commission que vous avez créée, le problème des remises quantitatives et des remises qualitatives qui nous donneront une appréciation plus exacte de la fixation, demain ou après-demain, des prix du livre.

A ce propos, je souhaiterais savoir, puisque la chose n'est pas précisée dans le texte que vous nous proposez, si vous maintenez le système des remises qualitatives. Cette disposition, qui avait été créée par l'ancien ministre de l'économie, me semble bonne. Si vous souhaitez la maintenir, il me paraît opportun qu'elle fasse l'objet d'une négociation avec les éditeurs car cette remise qualitative a été très peu pratiquée par eux-ci durant les deux dernières années.

A l'article 2, et bien que l'on puisse le regretter sur le plan déontologique, vous créez en quelque sorte une seconde filière — vous me direz qu'elle existe déjà — c'est-à-dire un second marché à tarif réduit en faveur de l'Etat, des collectivités locales et d'un certain nombre d'associations. Au niveau de l'éthique, cela me semble un peu choquant. Le législateur accorde à certains ce qu'il refuse à d'autres, certes au nom de l'intérêt général. Mais au nom de l'équité, n'aurait-il pas été préférable de ne pas accorder de dérogation ? Et au nom de la défense de la création littéraire, n'aurait-il pas été souhaitable que les organismes publics participent à cet effort de sauvetage de la création littéraire ? Je vous soumettrai tout à l'heure une proposition qui me semble plus équitable.

L'article 3 prévoit les conditions de vente par courtage, abonnement ou correspondance, et interdit en particulier des rabais durant les neuf premiers mois. Cette disposition, dans son ensemble, paraît bonne sauf en ce qui concerne l'octroi de cette

possibilité aux diffuseurs. En effet, l'article 1^{er} a pour but de mettre sur un pied d'égalité tous les diffuseurs, gros ou petits, grâce à un prix unique fixé par l'éditeur ou l'importateur alors que l'article 3 rétablit, en quelque sorte, une discrimination entre diffuseurs d'inégale importance. Si on leur laisse la faculté de diffuser des livres sous cette forme, les diffuseurs importants s'y lanceront, bien sûr, au détriment des modestes. C'est la raison pour laquelle notre commission est d'accord avec celle du Sénat pour supprimer cette possibilité accordée aux diffuseurs.

A propos de l'article 4, nous avons été placés ce matin en commission, devant un dilemme : nous avons eu le sentiment que cet article n'était pas l'exact reflet de ce que vous souhaitiez nous proposer, monsieur le ministre. Vous nous avez parlé de soldes, alors qu'à la lecture du nouveau texte proposé par le Sénat nous avons eu le sentiment qu'il s'agissait plutôt de créer un second circuit, les livres étant vendus à prix fixe pendant deux ans, la liberté des prix étant accordée aux diffuseurs ensuite. J'avais moi-même déposé un certain nombre d'amendements en parlant de cette notion de soldes. J'ai donc dû les reconverter puisqu'on nous a expliqué ce matin qu'il fallait prendre en considération trois notions différentes : le prix fixe, la liberté des prix au bout de deux ans, les soldes. Je vous soumettrai donc tout à l'heure un certain nombre d'amendements tendant à une plus grande clarification du marché du livre.

Enfin, l'article 5 traite des ventes à prime, qui sont permises à condition qu'elles soient proposées de façon égale par les éditeurs ou importateurs à tous les détaillants.

Cet article souffre du même défaut que l'article 3 puisqu'il prévoit également la possibilité de ventes à prime par les diffuseurs. Là encore, cela me semble contraire à l'esprit de l'article 1^{er}.

C'est la raison pour laquelle j'ai estimé, avec la commission, qu'il fallait modifier le texte de façon à ne pas offrir à certains la possibilité de tourner la loi.

Ce projet de loi a le mérite de rendre la primauté au caractère de produit culturel que le livre n'aurait jamais dû perdre.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Etienne Pinte. Il devrait donc redonner confiance en l'avenir aux auteurs, aux éditeurs, aux libraires et aux lecteurs. Il ne règlera pas tous les problèmes, mais il constitue une première étape. Il représente une mesure conservatoire. Il doit déboucher sur une politique en faveur du livre et de la lecture, et nous avons appris avec plaisir que vous vous engagez dans cette voie.

Et voici quelques propositions, monsieur le ministre.

Premièrement, pour mener à bien cette étude, vous venez de créer une commission. J'ai été très surpris de ne pas y voir des représentants des lecteurs, c'est-à-dire des consommateurs. Il me paraît indispensable de les y associer et je souhaite que vous puissiez agir pour qu'il en soit ainsi rapidement.

Deuxièmement, il convient, puisqu'il s'agit là d'un des éléments importants du prix et de la concurrence, d'essayer de résoudre, au plus tôt, le problème de ces fameuses remises quantitatives et qualitatives. La remise qualitative doit-elle s'exporter sur la remise quantitative ? Je n'ai pas d'opinion sur la question. Je pense que cette commission pourra, à la fin de son étude, nous faire un certain nombre de propositions.

Troisièmement, enfin, il faudrait également que ladite commission étudie le problème du coût du transport. Faut-il ou non l'intégrer dans le prix proposé par l'éditeur au libraire ? Là encore, je n'ai pas de suggestion à formuler sur ce point, mais j'espère que vous pourrez nous faire des propositions d'ici à deux ans.

En conclusion, monsieur le ministre, mes chers collègues, je dirai que ce projet est l'une des conditions, mais non la seule, de la liberté d'expression dans notre pays.

Si les pouvoirs publics s'étaient préoccupés jusqu'à présent des libertés de presse et syndicales en aidant, par des subventions annuelles, les journaux et les syndicats, ils avaient un peu oublié — il faut le reconnaître — le soutien au livre.

Si, demain, le livre devient uniquement un produit commercial, la liberté d'expression sera remise en cause, la liberté d'opinion sera atteinte et le droit à la différence en sortira amoindri.

Faites — et je le souhaite, monsieur le ministre — que ne se concrétise pas la crainte qu'exprimait Pierre-Jean Louve lorsqu'il disait : « Le divers décroît. La est le grand danger terrestre. » (*Appréhensions sur les bords du rassemblement pour la République et de l'unio pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. Jacques Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Monsieur le ministre, mes chers collègues, les communistes sont de ceux qui voient dans les livres un moyen irremplaçable d'accès au savoir, d'enrichissement culturel, de communication démocratique.

C'est dire assez l'importance qu'ils attachent à la question du livre et de la lecture publique, importance qui les a conduits à publier un « manifeste pour le livre » pour tirer la sonnette d'alarme, pour marquer la gravité des attaques portées par la majorité d'alors et son pouvoir, pour faire aussi et surtout avancer nos propositions, pour aider l'édition française à échapper au déclin où on l'entraînait, pour défendre le livre français.

Chacun se souvient, ici, des interventions de Jack Ralite pour défendre la lecture publique et le livre, notamment en 1979, à cette tribune, pour combattre l'arrêté Monory dont les seuls effets ont été la hausse massive du prix des livres et la concurrence accélérée de l'édition.

Monsieur le ministre, vous avez fait part publiquement, puis ici, de votre intention d'engager un effort soutenu pour sortir le livre et la lecture de la situation de crise qui les accable.

L'abrogation du décret Monory relatif au prix du livre est le premier volet d'une politique concernant la lecture et le livre, dont nous souhaitons mesurer l'ampleur dès le budget prochain.

L'étendue du mal est telle que l'entreprise appelle évidemment un effort plus soutenu et durable, portant à la fois sur l'économie de l'édition et de la diffusion, le développement de la lecture publique et l'aide à la diffusion en librairie, la recherche des moyens adéquats pour favoriser l'élargissement social et géographique du champ de la lecture et le plein épanouissement de la liberté de création, c'est-à-dire la possibilité de concevoir, d'écrire et de publier des livres dans toute la diversité de genre et d'orientation, qui caractérise notre culture en ce tournant du siècle.

Nous avons maintes fois répété, cela devient une banalité, qu'un Français sur trois — et un ouvrier sur deux — ne lit jamais aucun livre, tandis que 80 p. 100 des livres édités sont lus par 20 p. 100 de la population. La crise du livre a donc une origine de classe. Les Français, dans leur grande masse, c'est-à-dire avant tout les travailleurs, n'ont ni le temps, ni les moyens, ni les raisons suffisantes de lire.

Le temps de lire, où le trouveraient-ils, tous ces hommes, ces femmes, ces jeunes voués aux trop longues heures et aux trop longues semaines de travail, à la double journée qu'imposent les tâches domestiques, aux mille soucis causés par la dureté de la vie ?

Les moyens de lire, comment en disposeraient-ils alors que les livres sont toujours plus chers et qu'il est malaisé de se procurer en librairie ou de trouver en bibliothèque l'ouvrage que l'on désire ?

Les raisons de lire, où sont-elles quand tout est fait pour refouler le besoin de formation et d'initiative du travailleur, l'intervention démocratique du citoyen, l'aspiration à l'épanouissement personnel, qui font de la lecture un besoin ?

Et tous ces handicaps pèsent d'autant plus lourdement sur les travailleurs et leurs enfants que, victimes d'une véritable ségrégation dans l'accès aux études et à la culture, ils sont privés, au départ, de cette longue familiarité avec l'écrit, qui fait du livre un ami.

Le mal ne date pas d'hier. Nous l'avions noté, les bibliothèques municipales et centrales de prêt, déjà trop peu nombreuses, sont réduites à la pénurie en matière de moyens et de personnels. Les bibliothèques d'entreprise, d'établissement scolaire et universitaire ne sont pas mieux traitées. Et que dire de l'accès au livre en milieu rural ?

La France se trouve ainsi placée dans les derniers rangs en Europe pour la lecture publique.

L'étroitesse voulue et accrue de la population lisante ne doit pas masquer non plus la manœuvre systématique du grand capital sur le livre pour en faire une arme de guerre idéologique contre les idées et les forces de progrès. C'est le cas du groupe Maza-Hachette, notamment. Il faut dire que six groupes éditoriaux réalisent 65 p. 100 du chiffre d'affaires. Et, au niveau de la distribution, les grandes surfaces prennent en main les livres de grande diffusion, écartent les ouvrages réputés difficiles ou de faible rentabilité.

Ce qui est en cause, c'est le pluralisme. Peut-on parler de droit des auteurs et de création littéraire et artistique quand une véritable censure des écrits complète l'autocensure massive

que le système, avec des moyens très persuasifs, recommande à l'écrivain pour se faire éditer et à l'éditeur pour se faire diffuser ?

Ce qui est en cause, c'est la création, la liberté pour les écrivains, les chercheurs, les universitaires de s'exprimer et de communiquer. Quelques dizaines d'écrivains seulement, en France, peuvent vivre de leur métier. Combien de jeunes sont dissuadés de donner libre cours à leur désir d'écrire et à leur talent ? Le Centre national des lettres a vu sa subvention amputée dans des proportions considérables. Les petits éditeurs sont, eux, obligés de fermer boutique dans le même temps.

Voilà la politique du gouvernement précédent et de sa majorité, politique formulée de façon cohérente dès le VI^e Plan, dénoncée déjà par les communistes et dont nous subissons de plein fouet les effets.

Aujourd'hui, il est donc urgent de lancer dans le pays une grande politique de la création littéraire, de l'édition, du livre et de la lecture publique.

Les communistes, pour avoir beaucoup travaillé sur ces questions, sont prêts à la mise en œuvre d'une telle politique.

Nous apprécions votre décision, monsieur le ministre, de charger une commission d'étudier d'ici au 1^{er} janvier 1982 une nouvelle politique du livre et de la lecture publique. Je vous avais demandé, dans le cadre de la commission des affaires culturelles, que tous ceux qui ont travaillé et réfléchi dans ces domaines puissent participer, dans le pluralisme, aux travaux de ce collectif, c'est-à-dire que soient comprises toutes les sensibilités politiques, dont celles des communistes. Monsieur le ministre, vous ne m'avez pas précisément répondu en commission sur cette question. Je souhaite que vous puissiez le faire en séance publique.

Il faut faire vite. La situation du livre s'aggrave. Depuis le début de l'année, les ventes du livre en France, en francs constants, sont inférieures de 10 p. 100 à celles de 1980, année, déjà, de stagnation, voire de recul de l'édition. Dans la même période, le prix des livres augmente à un rythme supérieur à l'inflation.

Il est donc urgent que des mesures soient prises, concrètes et matérielles, favorisant simultanément, d'une part, le développement du nombre des lecteurs, en faisant reculer la ségrégation sociale, et, d'autre part, la création et la recherche, libérées de toute espèce de censure, y compris économique.

Dans le cadre de cette réflexion, nous visons un certain nombre d'objectifs, notamment pour développer la familiarité avec le livre dès l'école, pour élargir la lecture publique, pour inciter et aider les collectivités à utiliser le livre comme moyen d'action sociale et culturelle, pour abaisser les coûts et réduire les délais de sa distribution en s'inspirant de la presse et en s'orientant vers une détaxe progressive, pour soutenir financièrement la création et son édition.

Mon ami James Marson, au Sénat, a détaillé les objectifs concrets que devrait atteindre une nouvelle politique du livre, ce qui me dispense, monsieur le ministre, de les rappeler dans cette enceinte. Ils témoignent de notre volonté de rechercher les voies et les moyens du redressement de la situation de crise où, malgré des luttes vigoureuses, pour résister, une longue période de droite a plongé le livre et la lecture dans notre pays.

Ils témoignent de notre volonté d'agir pour que la culture française et les livres qui la servent ne soient pas seulement des conquêtes d'autrefois, mais des appuis pour un avenir meilleur. (*Applaudissements sur les bancs des communistes et des socialistes.*)

Mme le président. La parole est à M. René Haby.

M. René Haby. Monsieur le ministre, faciliter l'équilibre financier des petites librairies en leur conservant des possibilités importantes de vente d'ouvrages de grande diffusion pour utiliser à plein le rôle de promotion culturelle que ces librairies peuvent jouer au profit d'autres ouvrages me paraît être un objectif tout à fait respectable... au point que je regrette que votre projet, un peu en contradiction avec cet objectif, maintienne en dehors de l'intervention, et par conséquent de la rémunération des libraires, le très important secteur d'acquisitions d'ouvrages défini par l'article 2 du projet, secteur encore accru, d'ailleurs, par de nombreux amendements des groupes socialiste et communiste.

Et je regrette aussi que ces actions de promotion culturelle puissent se trouver freinées par le ligotage excessif dans lequel la quasi-interdiction de rabais sur un prix unique — dont personne ne nous dit, d'ailleurs, comment il sera fixé — enferme précisément l'initiative individuelle des libraires. Je présenterai, d'ailleurs, un amendement pour tenter d'atténuer cette rigueur.

Mais, monsieur le ministre, mon intervention à cette tribune n'a pas pour objet d'examiner, dans ses objectifs et dans le détail de sa mise en œuvre, le projet que vous présentez.

Je vous accorde, d'ailleurs, que le problème était difficile et que vous avez fait preuve d'une remarquable célérité pour présenter une solution.

Vous me permettez cependant de m'interroger pour savoir si quelque promesse de campagne électorale et la satisfaction de prendre de façon spectaculaire le contre-pied de mesures édictées en 1979, c'est-à-dire, pour reprendre la terminologie d'un vice-président de l'Assemblée, « sous l'ancien régime », ne sont pas pour quelque chose dans la hâte gouvernementale.

Vous me permettez aussi de m'interroger sur certaines contradictions que ce texte illustre entre les positions théoriques du parti socialiste et la réalité de son action. (*Murmures sur les bancs des socialistes.*)

M. Jean-Claude Gaudin. Très bien !

M. René Haby. Je constate, par exemple, que, sur ce premier problème concret traité par le Gouvernement — mis à part des décisions en forme de cadeau de joyeux avènement — la solution socialiste passe, tout naturellement, par une réglementation très étroite et même par des formules d'interdiction : le frein mis à la concurrence, même avec les meilleures intentions du monde, n'est-ce pas déjà la limitation, dans le domaine des actes commerciaux, de cette liberté individuelle dont on voudrait bien persuader l'opinion qu'elle a maintenant ici des défenseurs beaucoup plus nombreux qu'il y a trois mois ?

M. Jean Natiez. C'est sûr !

M. René Haby. Je ne vous le fais pas dire !

Je suis obligé de constater aussi que cette réglementation, si elle apporte probablement un ballon d'oxygène à une catégorie de gens fort sympathiques — j'ai nommé les petits libraires — ne traite pas du tout du problème beaucoup plus vaste des conditions de l'édition en France, alors que la plupart des discours que nous avons entendus à ce sujet évoquent ce problème, tout au moins au niveau des intentions.

Dois-je dire que ce texte ne met pas du tout au premier plan des préoccupations gouvernementales l'intérêt financier direct des consommateurs de livres, si je puis utiliser cette expression.

Vous avez, monsieur le ministre, mis en accusation tout à l'heure l'augmentation du prix du livre depuis quelques années. Permettez que je vous lise à ce sujet un passage très court d'une lettre de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs, les fameux « Coop », dont, je crois, les sympathies politiques ne sont pas évidentes, en tout cas pour l'ancienne majorité : « La solution envisagée... » — par votre projet de loi, monsieur le ministre — « ... paraît contradictoire avec son objet : elle ne peut que conduire à un accroissement du prix de vente et donc, à l'évidence, à une diminution du nombre de livres vendus... »

Voilà une tonalité que nous n'avons pas, jusqu'à présent, entendue dans les interventions de nos collègues socialistes et communistes.

Restriction d'une certaine forme de liberté individuelle, prise en compte d'intérêts particuliers, accroissement probable du prix moyen d'outils culturels, vous m'accorderez, mes chers collègues de la majorité, que cette première action tourne le dos à bien des discours que vous avez tenus, discours tellement emplis des termes de liberté, d'autodétermination, de droits de l'individu, de défense des catégories les moins fortunées, etc.

Ainsi, à mes collègues de la majorité, qui se posent si souvent en moralistes par rapport à l'action des majorités précédentes, puis-je faire remarquer — un peu malignement, ils me le permettront — cette distance qui apparaît ainsi entre la phraséologie partisane et les obligations de mises en œuvre lorsqu'on veut tenir compte des réalités ?

Puis-je me permettre d'étendre, le temps de deux phrases encore, cette observation ?

Des membres éminents du parti socialiste ont affirmé encore récemment que leur arrivée au pouvoir ne se traduirait pas par une « chasse aux sorcières » ou par un quelconque *spoils system*, et cela alors que de nombreux postes de préfet, de recteur, de haut fonctionnaire, d'administrateur et de journaliste de radio et de télévision changent journalièrement de titulaire.

M. Jean-Claude Gaudin. Très bien !

M. René Haby. Ne vous méprenez pas, mes chers collègues : je ne m'insurge pas contre une volonté politique qui met en place les relais dont elle estime avoir besoin, mais je regrette qu'elle masque cette nécessité derrière des dénégations auxquelles d'ailleurs personne ne croit plus.

Que pourrais-je dire encore de cette fameuse « concertation » avec les associations de maires, par exemple, qu'on a mise entre parenthèses sous prétexte qu'il fallait aller vite pour entreprendre la décentralisation ?

M. Jean Natiez. Hors sujet !

M. René Haby. Pour revenir au livre... (*Murmures sur les bancs des socialistes.*)

J'ai demandé deux phrases, vous me les accorderez.

Pour revenir au livre, permettez-moi, là encore, de citer une phrase du communiqué de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs dont j'ai parlé tout à l'heure : « La F.N.C.C. regrette donc la précipitation, qui a empêché l'instauration d'une plus large concertation... » à propos du texte aujourd'hui en discussion, bien entendu.

Monsieur le ministre, mes chers collègues, vous avez désormais la responsabilité de conduire les affaires du pays et personne ne vous la dispute. Personnellement, j'en tire au moins une satisfaction : elle finira bien par vous imposer de mettre en rapport vos paroles et vos actes. Ce sera beaucoup plus clair pour tout le monde. (*Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française.*)

Mme le président. La parole est à M. Loncle.

M. François Loncle. Madame le président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, chacune et chacun d'entre vous en a parfaitement conscience : le projet présenté marque un coup d'arrêt à une évolution qui devenait très alarmante. C'est une sorte de minimum vital pour enrayer dans notre pays les difficultés, la dégradation du livre.

Ce projet nécessaire et urgent a aussi un caractère symbolique. A cet égard, monsieur Haby, vous vous êtes posé, je crois, trop de questions : les choses sont plus simples, beaucoup plus. Votre ami M. Monory avait pris un mauvais arrêté : nous nous efforçons, et si possible avec vous, de le remplacer par une bonne loi. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Quant à votre incident, le hasard a voulu que celui qui vous succède à la tribune ait été chassé de l'O.R.T.F., par vos amis, pour fait de grève, en 1968, avec soixante-dix journalistes ! Alors pas de leçons, je vous prie, sur le sujet que vous avez cru bon d'aborder tout à l'heure. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes. — Exclamations sur les bancs de l'Union pour la démocratie française.*)

Projet à valeur de symbole, vous l'avez dit monsieur le ministre, non seulement parce qu'il intéresse un instrument essentiel de diffusion de la culture, mais parce qu'il est au cœur du débat sur l'art et la technique, l'art et le marché et, surtout, parce qu'il permet d'apercevoir, à travers les conséquences de l'arrêté Monory, les aberrations du libéralisme économique poussé à l'extrême.

Culture égale produit, livre égale marchandise, tel était le schéma de l'ancien ministre de l'économie. Si sa conception s'était étendue à d'autres domaines, nous aurions risqué de tomber au degré zéro de la culture, de ce qui doit être pour un peuple comme le notre une finalité première.

La dégradation du réseau de librairies entraîne fatalement la dégradation de l'édition, donc de la création. Mettre fin à cette situation, tel est bien l'objet du projet que nous voterons après avoir discuté les amendements fort judicieux présentés notamment par la commission des affaires culturelles.

A l'avenir, en particulier au début de l'application de la loi, il faudra veiller à la modération des prix. La voie contractuelle, dans laquelle vous vous êtes engagé, avec la profession des éditeurs, doit permettre d'y parvenir car le livre reste — et il le restera, hélas, longtemps — un produit cher surtout en période de crise économique.

Il faut faire en sorte qu'aucune forme de diffusion commerciale ne soit lésée à partir du moment où la loi respectera les équilibres entre les différentes formes de diffusion : libraires, certaines grandes surfaces spécialisées, clubs, vente par correspondance, et associations diverses.

Les réactions variées, et parfois variables, des groupes professionnels à votre projet me paraissent témoigner précisément de ces équilibres. Vous allez vous attaquer par la suite à l'ensemble du problème du livre. Nous souhaiterions que vous abordiez au plus vite de la même façon celui du disque.

Notre époque peut être celle d'une nouvelle rencontre avec le livre : non pas parce que Mac Luhan a disparu. Mais parce que le livre a été, est et reste le premier des médias modernes. Ni le journal, ni le cinéma, ni le disque, ni la télévision n'ont tué le livre. Les techniques audiovisuelles invitent même souvent à s'adresser à lui.

Ce projet représente une première marche vers une vision plus volontariste de la politique du livre. La diffusion de celui-ci impose un effort collectif pour le rendre accessible à tous. Moins nous importe un art qui n'est pas accessible à tous.

Il faut consentir un effort d'imagination, mais aussi un effort de pédagogie, surtout au niveau scolaire, sans oublier la formation des libraires et, bien entendu, la lecture publique, les bibliothèques de prêts. Certains pays étrangers, en particulier les pays anglo-saxons et scandinaves, sont en avance sur notre pays à cet égard, alors qu'ils ne disposent pas toujours d'un potentiel créateur équivalent au nôtre.

Faisons en sorte, vous et nous, monsieur le ministre, qu'une politique nouvelle et audacieuse contribue au développement, à l'élevation de la culture. Les Français dans leur ensemble y gagneront ! (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Mme le président. La parole est à M. Max Gallo.

M. Max Gallo. Mes chers collègues, dans ce débat j'interviens, certes, en tant que socialiste, mais aussi et peut-être d'abord, comme auteur, car les auteurs ont rarement la parole.

En fait, mon dessein est de montrer que la situation concrète des auteurs, qui est dans la ligne dirai-je de ce qu'a été la politique du dernier septennat, rend absolument nécessaire ce projet de loi dont ils espèrent beaucoup.

C'est que, dans la politique précédente, il y avait une véritable dérision du livre, de la littérature, de l'acte d'écrire et de la lecture. Un auteur engagé dans son livre, parfois sa vie, souvent quelques années, en tout cas toute sa personne. Or son travail, dans lequel il était totalement engagé, s'il était vraiment un écrivain, était liquide en quelques semaines, voire en quelques jours, parfois en quelques mois, il est vrai, quand il avait de la chance, par la pratique de la rotation rapide du livre telle qu'elle a été instaurée par une politique qui transformait le livre en objet.

Il y avait donc, et il y a encore, une véritable dérision de l'acte d'écrire. Il y a aussi une dérision de l'acte de lire. Qu'est ce qu'un livre, sinon la rencontre librement consentie, librement décidée, de deux libertés individuelles ? Le livre, c'est une rencontre entre un lecteur et un auteur. Elle suppose la liberté du choix, l'indépendance de l'un et de l'autre. En fait, il n'y avait plus — et il n'y a plus — de liberté de choix. Il n'y a plus d'indépendance puisque des centaines de milliers de lecteurs ne disposent que d'un certain type de livres. De même, des centaines d'auteurs n'ont accès qu'à un réseau limité de distribution.

Voilà pourquoi, pour les auteurs comme pour les lecteurs, tout à fait complémentaires, ce projet de loi est une nécessité.

La situation actuelle est aussi une dérision de la culture : il faut savoir comment se sélectionner les livres. On a parlé, on nous parlait de liberté : de Maupassant ou de Flaubert ; avec cette distinction un peu gourmée qu'on a dans les salons, on nous parlait de littérature. Pour l'avoir vécue à plusieurs niveaux, à la fois comme écrivain et comme lecteur dans une maison d'édition, je dis qu'on peut démasquer, à travers cette politique du livre telle qu'elle était pratiquée, toutes les insidieuses censures, les autocensures qui se manifestent dans le cadre du libéralisme.

Combien d'auteurs refusés parce que leurs œuvres n'entraient pas dans la norme commerciale, le conformisme ! Ces censures, ces autocensures sont souvent inconscientes. Ce qu'il y a de plus tragique, peut-être, dans la politique actuelle du livre, c'est le dévoiement involontaire, inconscient aussi, de certains auteurs, le fourvoiement, en somme, sous les pressions insidieuses, encore, de ce libéralisme, qui conduit peu à peu des auteurs, dans le soubresaut de la rencontre avec le lecteur, avec le succès — pour eux c'est, non pas le choix d'un succès matériel, mais le choix de l'existence — à renoncer à ce qu'ils étaient, au sens de leur vie, pour produire des œuvres commerciales qui les conduisent finalement à trouver le désespoir, parce que, dans cette stratégie commerciale du livre, il n'y a pas, pour l'édition, autre chose qu'une succession de marques : un auteur n'est qu'une marque refoulée peu à peu pour que le lecteur soit à nouveau séduit. Mais, entre temps, un auteur est mort.

Je dis donc que, pour la création, la vie de notre littérature et notre destin culturel, du point de vue des auteurs, et ils sont unanimes, ce projet de loi est une nécessité. Je suis heureux qu'il m'ait été donné, pour ma première intervention à cette tribune, de parler en socialiste et en écrivain du destin du livre. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Mme le président. La parole est à M. Metzinger.

M. Charles Metzinger. Monsieur le ministre, traitant du prix unique du livre, vous avez mis l'accent, dans votre projet, sur l'aspect culturel du problème. On pouvait penser que cela allait de soi : rien de moins sûr, on vous l'a dit cet après-midi.

Hier, la question du prix du livre était réglée par le ministre de l'économie : elle l'est aujourd'hui par celui de la culture. Hier, il avait suffi qu'une note de conjoncture de la Banque de France parlât des difficultés de gestion provoquées par les nouvelles conditions de vente du livre pour que celui-ci fût transformé d'abord en produit marchand tant est forte, il est vrai, la tentation d'abandonner la production culturelle à sa simple dimension commerciale — cette production se situant en effet à l'intersection du champ culturel et du champ économique.

Mais nous voilà rassurés. Dans l'exposé des motifs de votre projet apparaît clairement votre volonté de traiter les problèmes culturels, en l'occurrence celui du livre, dans leur dimension spécifique et non pas d'abord sous leur aspect marchand. Cette approche dénote un état d'esprit que les socialistes se plaisent à enregistrer. Ils ne peuvent qu'approuver votre attitude. Dès à présent, ils tiennent à affirmer combien ils sont sensibles à tout ce qui peut être mis en œuvre afin que les problèmes culturels soient au cœur de nos débats. Il ne faut jamais qu'ils soient traités comme un accessoire ou un luxe. En effet, la notion de culture se rencontre partout. Que l'on parle de l'université ou de l'éducation populaire, de la communication, ou de l'environnement, ou de tout autre secteur, partout l'on parvient à des questions dont la dimension est culturelle.

Votre projet, monsieur le ministre, représente-t-il les prémices d'une nouvelle politique culturelle ? Il laisse en tout cas bien augurer de la politique que vous nous proposerez. La culture est un bien qu'un grand ministère a vocation de gérer dans l'intérêt commun. A ce titre, tout ce qui touche au livre a droit à une place privilégiée. Le groupe socialiste est très attentif aux évolutions, dans ce domaine comme dans les autres, chacun le sait. Au seuil de cette nouvelle législation, l'occasion nous est donnée de réaffirmer notre attachement à une grande et efficace politique culturelle.

A ce sujet, on ne nous adressera pas le reproche que Pierre Emmanuel formulait à l'encontre de la majorité d'hier, à laquelle il appartenait pourtant idéologiquement : « Elle n'a pas compris que l'évolution, en ce domaine, allait creuser davantage l'écart entre sa conception de la société et la marche réelle de celle-ci. » On ne nous reprochera pas un jour de n'avoir pas pris au sérieux cette question, par conservatisme, ou par manque de sens de l'humain dans le social.

Traiter du prix unique du livre, c'est avoir présents à l'esprit l'auteur, l'éditeur, le diffuseur et l'usager. Mine de rien, nous pénétrons avec votre projet dans un des domaines de la politique culturelle où les insuffisances étaient des plus flagrantes. Par exemple, la lecture publique en France a du retard. Il serait bon que nous ayons très vite à débattre des bibliothèques, du soutien à apporter à la création, de l'information spécifique nécessaire dans ce domaine, du soutien au développement du pluralisme de l'édition. Cela aussi servira le livre.

La facilité avec laquelle se vend le livre plus commercial et les obstacles que rencontre le livre moins en vogue ont pu conduire les réseaux de diffusion à s'accommoder de la facilité, plus lucrative, au détriment de l'effort, moins payant. Il fallait rétablir les chances du second — le livre commercial se tira d'affaire tout seul, le commerce y veillant. Aussi était-il bon d'affirmer, à travers ce projet de loi, que le livre ne résulte pas seulement d'un acte de fabrication matérielle. Le livre « contenu » vaut plus que le livre « contenant ».

Le distributeur et l'éditeur avant lui sont des agents de sélection. Ils choisissent, suivant la loi de l'offre et de la demande, ce qu'ils entendent vendre. Ce sont des agents au moins bivalents, économiques et culturels. D'où la tentation du distributeur, quand il n'est pas libraire, mais commerçant seulement, de favoriser la promotion de l'ouvrage facile, au détriment de la valeur esthétique par exemple.

Le supermarché est le temple de la consommation : le livre s'y vend comme la boîte de conserves. Les clients y trouvent leur compte car les prix du livre sont à la mesure de la grande

surface. Les rayons des livres, à l'instar des kiosques de gare, sont souvent le seul lieu de contact entre une clientèle, peu habituée à fréquenter les librairies ou les bibliothèques, et la lecture, exposée de manière agaçante.

Ne risque-t-on pas de faire rentrer dans le rang les vendeurs de livres, si on leur fixe les prix ? Trouveront-ils leur intérêt à vendre « du » livre ? En ce cas ne réduit-on pas les possibilités de rencontre entre les lecteurs potentiels et le livre ? Malgré ces difficultés, nous optons en faveur de votre projet monsieur le ministre, car nous faisons nôtre l'exposé des motifs : « Si la concurrence, en faisant baisser les prix des produits bénéficie en général aux consommateurs, il n'en va pas de même pour le livre, où elle conduit en général à un appauvrissement de l'assortiment proposé au public usager. »

Il reste à convaincre l'usager. J'éprouve quelque réticence à parler de « consommateur » en la matière. L'usager recherche sans doute, et on ne saurait lui en vouloir, l'avantage des prix bien faits. Il faudrait donc veiller, monsieur le ministre, à ce que le prix unique soit un prix à la portée de tous les porte-monnaie. L'incitation à la lecture, à une époque où tout « s'audiovisualise », suppose que le prix des ouvrages soit abordable pour tous. Je crois bien que c'est sur l'incitation à lire et non à « consommer » qu'il faut mettre l'accent.

Aussi avez-vous prévu avec juste raison dans l'article 2 du projet que les dispositions du troisième alinéa de l'article 1^{er} ne seront pas applicables au prix de vente des livres facturés, pour leurs besoins propres, à l'Etat ou aux collectivités locales, par exemple. Cependant, il serait souhaitable que le bénéfice de cette disposition s'étende aux associations, en spécifiant que les coins de lecture des hôpitaux, des résidences du troisième âge et des maisons de retraite, par exemple, sont également concernées.

En conclusion, il apparaît qu'à travers votre premier projet de loi, monsieur le ministre, vous avez abordé le problème de la culture et de ses clients. La culture se soumet-elle aux lois du marketing ? Peut-elle se soustraire à celles du quotidien, elle qui est dans les petites choses comme dans les grandes, dans les musées et dans les animations, dans les salles et dans la rue, dans les librairies et dans les supermarchés ?

Se trouvant partout, elle ne saurait être absente de nos débats, et force est cependant de constater que beaucoup reste à faire pour favoriser de nouveaux rapports entre le créateur et l'usager, le diffuseur et l'acquéreur, en l'occurrence entre le livre et le public.

Nous comptons sur vous, monsieur le ministre, sur votre expérience doublée de votre volonté politique, pour que soit renforcée une décentralisation culturelle qui mette, notamment, les livres à la portée de tous, par leur prix, bien sûr, mais aussi par leur présence en nombre suffisant dans des bibliothèques, qui ne joueront plus seulement le rôle de dépôt légal ou de conservation, mais qui seront aussi des centres d'animation.

Si la politique culturelle à mettre en place aide le livre, si la création et sa diffusion sont soutenues, nous, socialistes, nous ne pourrions qu'en féliciter le Gouvernement et le soutenir dans cette action. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Mme le président. La parole est à M. Schreiner.

M. Bernard Schreiner. Madame la présidente, monsieur le ministre, mes chers collègues, permettez à un nouveau député de cette majorité d'exprimer devant vous sa satisfaction de voir enfin les problèmes touchant à la culture considérés dans toute leur importance et dans leur nécessité.

Adjoint aux affaires culturelles d'une ville-moyenne, j'ai trop longtemps souffert de la grande misère, non pas « du degré zéro », mon cher collègue Loncle, mais du degré 0,49 p. 100 du budget national consacré à la culture pour ne pas aujourd'hui considérer, monsieur le ministre, votre volonté et celle du Gouvernement sur le prix unique du livre comme le point de départ d'un véritable changement dans ce domaine.

Je pense aussi à tous ces animateurs, créateurs, écrivains militants de la culture qui luttent depuis des années dans des conditions matérielles difficiles, avec des salaires réduits, pour une autre conception de la culture ouverte à tous et qui, aujourd'hui, espèrent beaucoup dans un grand renouveau de l'action culturelle pour la France.

Nous ne pouvons qu'être d'accord sur ce projet de loi qui vise à défendre le livre dans deux de ses aspects : le maintien d'un grand réseau de librairies capables d'assurer un service réel à leurs clients et la possibilité donnée ainsi aux éditeurs de maintenir, si ce n'est d'élargir l'éventail d'ouvrages représentatifs de la diversité et de la richesse culturelle de notre pays.

Sa réussite, pourtant, est liée à la volonté essentielle d'un partenaire important : les éditeurs, car eux seuls fixeront le prix de vente au public et seront donc maîtres des conséquences de la loi.

L'édition elle-même était malade de l'arrêt Monory. Les statistiques publiées par le syndicat national de l'édition le prouvent : nous assistons à une diminution de la production en littérature et en sciences humaines. Le nombre de titres des ouvrages difficiles diminue. Ce ne sont pas les auteurs qui manquent, mais les éditeurs hésitent de plus en plus à se lancer dans l'aventure d'un livre de recherche, car ils ne savent plus si le réseau des libraires sera suffisant pour lui donner une chance d'être vendu.

L'édition allemande produit 37 000 titres de livres scientifiques par an ; l'édition française, 25 000. L'édition allemande diffuse 12 000 titres en langue anglaise ; l'édition française, seulement une centaine. Ces chiffres marquent, y compris dans le domaine de l'exportation, notre faiblesse et la gravité du malaise.

La tendance actuelle amène les éditeurs à ne publier un livre que s'il a des chances d'être vendu. Pour en être plus sûrs, certains s'assurent formellement d'une promesse de vente avant l'édition par une grande surface. Les ouvrages à rotation rapide sont privilégiés par rapport aux ouvrages à rotation lente. Les livres « spectaculaires », journalistiques, les auteurs à succès, les « grands coups » d'édition remplacent les ouvrages nécessaires à la création et à la découverte de notre richesse culturelle. Les petites maisons d'éditions, indispensables car souvent spécialisées, luttent avec beaucoup de courage pour survivre. Si le réseau actuel des bibliothèques venait à disparaître ou à diminuer, ces petites maisons d'éditions seraient elles aussi condamnées.

La volonté exprimée dans cette loi est de permettre aux libraires d'exister. Dans la mesure où les éditeurs ont une mission culturelle à développer, ils doivent, eux aussi, prendre le risque, faire le pari de la recherche, de la création, de la diversité. Seule, la présence d'un réseau étendu de libraires autorise ce pari mais j'aimerais, sur le point important du pluralisme dans l'édition, que vous nous disiez vos intentions, monsieur le ministre, pour faire que l'édition française puisse se développer, se décentraliser, pour permettre la diversité de la production, maintenir les fonds qui correspondent à notre patrimoine, les publier, les rééditer et les faire connaître à l'étranger.

Les éditeurs, sur votre demande, ont pris, le 28 juillet dernier, l'engagement de modérer les prix sur les livres. C'est un engagement nécessaire. Il comprend l'assurance que les prix ne seront pas déterminés en fonction seulement de la grande diffusion du livre mais tout autant de la valeur culturelle ou scientifique de ce livre.

Cet engagement assure aussi le Gouvernement que le niveau général des prix de vente des livres au public ne s'élèvera pas plus rapidement que celui des composantes de leur prix de revient.

Nous en prenons acte, car l'avenir du prix unique du livre dépend du respect de cet engagement. Nous savons, et je l'ai déjà indiqué, que les éditeurs ont, eux aussi, intérêt à ce que cette loi soit un succès.

Mais nous ne pouvons pas faire confiance seulement à une lettre d'engagement. Il faut que le pouvoir puisse éventuellement intervenir pour maintenir les intérêts conjoints — car il s'agit de cela — des éditeurs, des libraires, des auteurs et des consommateurs. Nous aimerions connaître les moyens d'intervention envisagés pour que la loi ne devienne pas ce facteur d'inflation que certains nous promettent.

Je voudrais, en terminant, vous exprimer notre volonté de poursuivre le travail ensemble pour que la lecture et la création bénéficient d'une véritable politique. Déjà, le projet sur le prix unique répond à une exigence. En paraphrasant Gunther Grass nous pouvons dire : « Un peuple qui n'écoute pas ou ne peut pas lire ses poètes est un peuple perdu ».

M. Roland Beix. Très bien !

M. Bernard Schreiner. Puisse-t-on toujours pouvoir lire nos poètes. (Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)

Mme le président. La discussion générale est close.

La parole est à M. le ministre de la culture.

M. le ministre de la culture. Je crois qu'il est souhaitable que nous entrons rapidement dans le vif de l'examen des amendements. Je ne répondrai donc pas à chacun des intervenants, que je remercie pour leur contribution au débat général. J'essaierai au fur et à mesure de la discussion des amendements de répondre à chacune des questions posées.

Les rapporteurs, M. Pesec et M. Pierret, ont parfaitement analysé l'économie générale du projet et indiqué ses finalités culturelles et économiques. Bien entendu, je partage leur point de vue.

Monsieur Fuchs, j'observe avec satisfaction que, tout en posant quelques questions, vous vous ralliez à ce projet et qu'au fond, comme votre discours le laisse entendre, un changement politique, ce n'est quelquefois pas si mal. Il permet de réviser quelques-uns des espoirs que vous avez formulés dans votre intervention. L'exportation du livre français a diminué. Eh oui ! Il faudra mener une politique offensive, à la différence de ce qui se passait depuis 1974. Vous attendiez en vain une loi-cadre sur la lecture publique. Nous vous présenterons très bientôt un projet. Vous souhaitiez une concertation. Elle a été établie. Ce projet de loi ne résout pas tout, je l'ai dit. C'est un premier pas vers une construction plus grande.

Je remercie aussi M. Queyranne pour son soutien.

J'observe que M. Pinte, en son nom et, je le crois, au nom du groupe du rassemblement pour la République, soutient ce projet, et pose une série de questions concernant les remises quantitatives. Nous y reviendrons tout à l'heure au cours de la discussion de l'article les concernant.

Je rassure M. Jacques Brunhes : la commission Pingault sera élargie. D'ores et déjà, des mesures ont été prises pour étendre sa composition.

Que M. Lonele ne soit pas inquiet. Ce projet inaugure une politique d'ensemble des relations entre l'Etat et le secteur privé fondée sur le principe suivant : ni passivité, ni immixtion permanente. Il n'est pas possible que l'Etat reste les bras croisés face aux industries culturelles qui occupent dans notre pays une telle place économique et intellectuelle. Le laissez-faire n'est pas une politique. La réglementation permanente non plus.

L'un des signes de la nouvelle politique que le Gouvernement entend mener dans ses rapports avec le secteur privé est apparu dans la création, auprès du ministère de la culture, d'une petite cellule de travail. Celle-ci tentera de faire le tour de la question en examinant la situation de l'ensemble des secteurs concernés, du disque à l'imprimerie, des métiers d'art à l'industrie du cinéma pour qu'enfin, de façon volontaire et concertée, professionnels et puissance publique puissent bâtir ensemble une politique de la culture conforme à leurs intérêts et aux exigences culturelles du pays.

Je remercie Max Gallo d'avoir apporté un témoignage aussi fort, aussi vibrant et aussi personnel. A la fois écrivain et homme d'action, il a éclairé notre débat et lui a apporté toute sa signification intellectuelle.

Je remercie aussi M. Metzinger et M. Schreiner d'avoir appelé l'attention sur une série d'autres problèmes auxquels le Gouvernement apportera, le moment voulu, les réponses nécessaires.

Monsieur René Haby, vous êtes au fond le seul à avoir introduit dans cette discussion une contestation franche et sans détour. Au moins êtes-vous là, à la différence de M. Monory qui était absent hier au Sénat et qui n'a pas eu le courage de venir défendre son système devant ses collègues sénateurs.

M. Emmanuel Hamel. Ne parlez pas de manque de courage ! Il avait des excuses.

M. le ministre de la culture. Au moins aurait-il pu s'exprimer à un moment ou à un autre dans la presse. Il n'a pas eu un mot pour défendre une réforme à laquelle il avait tant cru.

Monsieur René Haby, votre intervention comporte nombre d'abus de langage. Acte gouvernemental, précipitation ? Mais voilà deux ans que les associations, les libraires, les auteurs, que tous ceux qui aiment le livre en France se rencontrent, discutent, échangent, proposent, frappent à la porte de l'Etat pour se faire entendre. Le silence, toujours le silence.

Précipitation, après deux ans de délibération ? Il a suffi au Gouvernement d'enregistrer la volonté de l'ensemble de ceux qui contribuent au développement de la culture pour proposer ce projet de loi et, depuis un mois et demi, depuis le premier jour de la composition du Gouvernement, le ministère de la culture a eu pour souci de rencontrer l'ensemble des professionnels les uns après les autres. Les sénateurs ont rencontré l'ensemble des organisations ; vous aussi, mesdames, messieurs les députés. La concertation fut infiniment plus sérieuse, infiniment plus affinée, que lorsque M. Monory prit à la hâte l'arrêt contesté.

Frein à la concurrence ? Mais de quelle concurrence parlez-vous ? Au fond, c'est nous qui sommes les vrais partisans de cette concurrence, qui voulons la vraie compétition, et c'est vous le faux libéral, vous qui vous opposez à toute régulation du marché. Car rester passif en ce domaine, c'est permettre aux puissants de dominer le marché, c'est permettre à quelques groupes d'imposer leur volonté.

M. Pierre Forgues. Très bien !

M. le ministre de la culture. La vraie liberté, c'est nous qui la défendons, c'est nous qui, en souhaitant que l'ensemble du pays soit capillarisé par un vaste réseau de librairies, donnons leur chance à l'ensemble des citoyens, donnons leur chance à l'ensemble des créateurs, donnons sa chance à l'ensemble du système de distribution et de diffusion.

Chasse aux sorcières ? Autre abus de langage. Dressons des listes, établissons des comparaisons.

M. Bassi, tout à coup, crée un comité pour la défense des libérés de la presse.

M. Claude Estier. Cela lui va bien !

M. le ministre de la culture. Monsieur René Haby, il serait intéressant d'interroger M. Bassi sur quelques points. Il est chômeur.

M. Pierre Forgues. Doré !

M. le ministre de la culture. Il rejoint la cohorte des 1 800 000 chômeurs. Demandez-lui quelle indemnité de chômage il a touchée lors de son départ après deux années de travail à Radio Monte-Carlo, et donnez la réponse à ces 1 800 000 chômeurs !

Chasse aux sorcières ? Parmi les P. D. G. nommés récemment à la tête des chaînes de radio-télévision, lequel appartient de près ou de loin à l'une des organisations politiques composant la majorité ? Aucun.

Chasse aux sorcières ? Il y a là, monsieur René Haby, abus de langage, avouez-le. Dans quelques mois, nous comparerons ce que fut votre politique, celle de l'ex-majorité, et ce qu'est la nôtre. Et, croyez-moi, nous ne redoutons pas la comparaison. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

M. Philippe Séguin. Vous ne manquez pas d'aplomb !

M. Pierre Forgues. Parce que vous n'en avez peut-être pas, vous !

M. le ministre de la culture. Cette session qui marque le début de la législature est placée sous le signe de la redistribution des pouvoirs.

Redistribution des pouvoirs économiques, et vous irez plus loin, je pense, à l'automne.

Redistribution des pouvoirs administratifs, et vous acceptez de rester à Paris jusqu'au début du mois d'août pour y travailler encore.

Redistribution du pouvoir intellectuel et de la parole. Sur ce point, ce projet n'est qu'une modeste contribution et nous vous proposerons à la rentrée d'autres réformes, sérieuses, au bénéfice de l'ensemble des citoyens et non plus seulement de celui de quelques groupes puissants. Projet modeste, je le répète. Il répond seulement à un souci de médication urgente : abaisser un peu la fièvre, calmer un peu le malade, en attendant de vrais remèdes. Ne lui attribuons pas plus de vertus qu'il n'en recèle. La vraie thérapeutique, nous vous la proposerons bientôt. Ce projet de loi n'est qu'une simple amorce. *(Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.)*

Mme le président. Aucune motion de renvoi en commission n'étant présentée, le passage à la discussion des articles du projet de loi, dans le texte du Sénat, est de droit.

Je rappelle qu'à partir de maintenant peuvent seuls être déposés les amendements répondant aux conditions prévues aux alinéas 4 et suivants de l'article 99 du règlement.

Article 1^{er}.

Mme le président. « Art. 1^{er}. — Toute personne physique ou morale, qui édite ou importe des livres, en fixe le prix de vente au public.

« Ce prix est porté à la connaissance du public dans des conditions fixées par un décret qui détermine également les obligations de l'éditeur ou de l'importateur, en ce qui concerne les mentions permettant l'identification du livre et le calcul des délais prévus par la présente loi.

« Les détaillants appliquent obligatoirement le prix fixé par l'éditeur ou l'importateur. Toute remise sous quelque forme que ce soit, est interdite, mais le coût du transport peut être ajouté au prix de vente fixé par l'éditeur ou l'importateur.

« Dans le cas où l'importation concerne des livres édités en France, le prix de vente au public fixé par l'importateur est au moins égal à celui qui a été fixé par l'éditeur. »

M. Pierret, rapporteur général de la commission des finances, saisie pour avis, MM. Balligand, Tavernier, Taddéi et les commissaires membres du groupe socialiste ont présenté un amendement n° 1 ainsi libellé :

« Rédiger ainsi l'article 1^{er} :

« Toute personne physique ou morale qui édite ou importe des livres est tenue de fixer, pour les livres qu'elle édite ou importe, un prix de vente au public.

« Ce prix doit être imprimé en caractères apparents sur la couverture du livre. Un décret détermine les obligations de l'éditeur ou de l'importateur en ce qui concerne les mentions permettant l'identification du livre et le calcul des délais prévus par la présente loi.

« Les détaillants doivent pratiquer un prix effectif de vente au public compris entre 95 p. 100 et 100 p. 100 du prix fixé par l'éditeur ou l'importateur. »

Sur cet amendement, je suis saisie de trois sous-amendements n° 32, 31 et 30.

Le sous-amendement n° 32, présenté par M. Pesce, rapporteur, est ainsi libellé :

« Rédiger ainsi le deuxième alinéa de l'amendement n° 1 :

« Ce prix est porté à la connaissance du public. Un décret précisera, notamment, les conditions dans lesquelles il sera imprimé sur le livre par l'éditeur ou l'importateur. »

Le sous-amendement n° 31, présenté par M. Pesce, rapporteur, Mme Lecuir, MM. Sueur, Schreiner, Jean Proveux et les commissaires membres du groupe socialiste, est ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa de l'amendement n° 1, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Tout détaillant doit offrir le service gratuit de commande à l'unité. »

Le sous-amendement n° 30, présenté par M. René Haby, est ainsi rédigé :

« Dans le troisième alinéa de l'amendement n° 1, substituer au pourcentage de « 95 p. 100 », celui de « 90 p. 100 ».

La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour soutenir l'amendement n° 1.

M. Christian Pierret, rapporteur pour avis. La commission des finances, sur proposition de MM. Balligand, Tavernier et Taddéi, a adopté cet amendement dans le souci de ne pas pénaliser les efforts accomplis par certains libraires pour développer des prestations de qualité, pour attirer et conserver une clientèle fidèle et pour permettre le maintien de systèmes tels que celui de la « carte de fidélité », qui sont les corollaires de ces efforts qui, me semble-t-il, répondent aux objectifs du projet de loi, que nous a exposés tout à l'heure M. le ministre de la culture.

La commission des finances propose donc de réintroduire la possibilité d'une remise de faible importance — 5 p. 100.

Dans la mesure où le projet pose le principe d'un prix imposé, le consommateur doit être à même de vérifier facilement si le commerçant chez qui il achète le livre respecte les limites maximale et minimale fixées par la loi.

C'est pourquoi la commission des finances a estimé que le « prix doit être imprimé en caractères apparents sur la couverture du livre ». C'est, en effet, le procédé le plus commode pour informer le consommateur et lui permettre d'acheter en toute liberté et en toute connaissance.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir les sous-amendements n° 32 et 31.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. La nouvelle rédaction de l'article 1^{er}, proposée par l'amendement présenté par M. Pierret, reprend pour partie le texte initial du projet de loi et pour partie le texte adopté par le Sénat.

Le premier alinéa ne soulève aucun problème ; il s'agit de simple rédaction.

Le deuxième alinéa est ainsi libellé : « Ce prix doit être imprimé en caractères apparents sur la couverture du livre. Un décret détermine les obligations de l'éditeur ou de l'importateur en ce qui concerne les mentions permettant l'identification du livre et le calcul des délais prévus par la loi. »

Par le sous-amendement n° 32 nous proposons de le rédiger ainsi : « Ce prix est porté à la connaissance du public. Un décret précisera, notamment, les conditions dans lesquelles il sera imprimé sur le livre par l'éditeur ou l'importateur. »

Cette rédaction est plus souple. Elle permet en effet de laisser en vente les livres qui seront déjà imprimés au moment de la promulgation de la loi alors que l'adoption de l'amendement n° 1 entraînerait le retrait de la vente de livres déjà sortis puisque leur prix ne serait pas imprimé.

Cette rédaction permettra en outre, par l'adjonction de l'adverbe « notamment », de déterminer par décret les mentions permettant l'identification du livre.

En ce qui concerne le calcul des délais, nous apporterons des précisions lors de l'examen des amendements aux articles 3 et 4.

Le sous-amendement n° 31 est ainsi libellé : « Tout détaillant doit offrir le service gratuit de commande à l'unité. Cette disposition concerne spécialement deux catégories de commerces : l'unique maison de la presse dans les zones rurales, à laquelle sont obligés de s'adresser les lecteurs, et les grandes surfaces, dont les marges bénéficiaires augmenteront qu'on le veuille ou non, et qui, pour cette raison, doivent pouvoir rendre service à leurs clients en prenant leurs commandes.

Cette disposition devrait donc, me semble-t-il, contribuer au développement du livre.

Mme le président. La parole est à M. Haby, pour défendre le sous-amendement n° 30.

M. René Haby. Le texte initial du projet offrait une flexibilité de 10 p. 100 par rapport au prix imposé — de plus 5 p. 100 à moins 5 p. 100 — aux « détaillants dynamiques ».

Je propose, par ce sous-amendement, de réserver cette flexibilité de 10 p. 100 à la baisse seulement c'est-à-dire dans le sens d'ailleurs prévu par l'amendement de la commission des finances qui a écarté la possibilité de hausse de 5 p. 100, instituée par le projet de loi.

Pourquoi ? Comme je l'ai souhaité tout à l'heure, je crois qu'il faut maintenir un degré d'autonomie de ces libraires, un peu plus étendu que ces fameux 5 p. 100 qui en réalité ne représentent pas grand-chose et dont l'efficacité n'est pas démontrée. Nous pourrions tous en effet citer des exemples d'opérations de promotion, lancées dans des librairies de petits bourgs ou de quartier pour faire connaître des livres ou des auteurs mal connus ou mal aimés du public. Il ne faut pas, en pareils cas, rejeter une baisse un peu « acrocheuse ».

J'insiste sur le fait que cette marge de 10 p. 100 ne doit pas être considérée comme un retour à la situation antérieure puisque les baisses de type « discount » sont en général de l'ordre de 25, 30, 35 p. 100. Il n'est donc pas question, par ce biais, de restaurer ce que tend à supprimer le projet de loi. Il s'agit seulement de donner aux petits commerçants des possibilités d'action commerciale un peu plus efficaces, un peu plus significatives, au moment où le projet gouvernemental prétend encourager le dynamisme des commerçants.

J'ajoute enfin que cette baisse de 10 p. 100 pourra protéger l'intérêt du consommateur qui n'est pas une seule fois évoqué dans le projet de loi alors qu'au contraire l'intérêt de l'éditeur n'y paraît aussi absent mais aussi pesant que la statue du commandeur.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la culture. Madame le président, pour un examen attentif et méticuleux de l'amendement n° 1, je propose de procéder alinéa par alinéa, si toutefois vous n'y voyez aucun inconvénient.

Mme le président. Absolument aucun.

M. le ministre de la culture. Je répondrai donc tout à l'heure à M. Haby au sujet de la fourchette.

En ce qui concerne le deuxième alinéa, il conviendrait de rapprocher du sous-amendement n° 31 l'amendement n° 9, qui sont d'ailleurs identiques.

Mme le président. En effet.

M. le ministre de la culture. Le Gouvernement se rallie à la proposition selon laquelle « tout détaillant doit offrir le service gratuit de commande à l'unité ». Elle peut, en effet, développer la qualité des services rendus par tous les points de vente du livre, y compris par ceux qui ne sont pas spécialisés. Selon l'amendement, le service doit être assuré gratuitement.

Cependant, je le précise pour l'utilité des travaux préparatoires et pour l'information des intéressés, lorsqu'à l'occasion d'une telle commande, l'acheteur demande au détaillant une prestation exceptionnelle — par exemple, une livraison très

rapide — celui-ci peut, avec l'accord préalable de son client, lui faire payer les frais complémentaires engagés pour la satisfaction de sa commande.

Je souhaite toutefois que l'on maintienne la formule retenue par les auteurs d'amendement selon laquelle le service lui-même doit être gratuit.

Je signale d'ailleurs que cette solution a une base réglementaire : l'article 1^{er} de l'arrêté du 2 septembre 1977, relatif à la publicité des prix à l'égard du consommateur.

Je suis donc favorable à l'adoption du sous-amendement n° 31 et de l'amendement n° 9.

En ce qui concerne le prix imprimé sur la couverture du livre, franchement, je suis un peu partagé.

La proposition est bonne. Elle répond à la préoccupation du Gouvernement de faire connaître le prix à l'acheteur. Elle évite aussi certains frais d'étiquetage éventuellement coûteux. Elle présente cependant quelques inconvénients. Par exemple, à l'occasion d'échanges de cadeaux, on peut souhaiter offrir des livres sans que le prix y soit mentionné. Vous me répondrez que l'on peut l'occulter.

Malgré ces objections, je suis prêt à me rallier à cette proposition. Je rappelle toutefois que, sur ce point comme sur d'autres, le projet de loi renvoie à un décret pour son application. Certains problèmes de détail sont importants, certes, mais nous pourrions les résoudre dans le calme, la tranquillité et la concertation pour tenir compte de vos propositions.

En revanche, on pourrait nous taxer de vouloir agir dans la hâte et la précipitation si nous décidions de trancher un point aussi précis dès aujourd'hui. Mais si vous tenez absolument à opter en faveur de l'inscription du prix, le Gouvernement ne s'y oppose pas avec ardeur.

Mme le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Monsieur le ministre, l'argument que vous avez opposé à l'inscription du prix sur le livre avait déjà été utilisé à l'époque du « prix conseillé ». Je ne pense pas qu'il s'agisse d'une entrave décisive à l'indication du prix sur le livre qui, d'une manière générale, est réclamée par les lecteurs.

M. le ministre vient d'accepter l'amendement n° 9 que Mme Lecuir avait proposé ce matin à la commission, concernant le service gratuit de commande à l'unité. Il conviendrait, madame le président, d'examiner en même temps le sous-amendement n° 24 que j'avais présenté à cet amendement. Il s'inspire d'ailleurs de la suggestion que faisait tout à l'heure M. le ministre selon laquelle à partir du moment où un client demande un service complémentaire au détaillant, il serait normal de le lui facturer.

Au lieu de lui imposer de réclamer un supplément de prix, je propose plutôt de donner au détaillant la possibilité — et non l'obligation — de demander le versement d'arrhes.

En effet, on constate depuis assez longtemps que les détaillants, petits ou beaucoup plus importants, acceptent des commandes de livres et que souvent l'acheteur ne vient pas les chercher.

Mme le président. Vous aviez, en effet, monsieur Pinte, présenté un sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 9. Souhaitez-vous le reporter à l'amendement n° 1 ?

M. Etienne Pinte. Oui, madame le président.

Mme le président. Je suis donc saisie d'un sous-amendement n° 24 rectifié, présenté par M. Pinte et ainsi rédigé :

« Après le deuxième alinéa de l'amendement n° 1 de la commission des finances, insérer la nouvelle phrase suivante :
« Dans ce cas, le détaillant peut demander le versement d'arrhes. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Christian Pierret, rapporteur pour avis. La commission des finances a demandé que le prix soit porté à la connaissance du public par une impression. Comme vient de le rappeler M. Pinte pour les prix conseillés, je ne pense pas que cette impression présente des inconvénients techniques puisque, avant que la loi n'entre en vigueur — le 1^{er} janvier 1982 — les éditeurs disposent presque de six mois pour inscrire le prix sur des ouvrages qui sont à l'impression.

Le sous-amendement n° 32, proposé par M. le rapporteur au nom de la commission des affaires culturelles, et accepté par le Gouvernement, renvoie à un décret pour préciser les conditions dans lesquelles ce prix sera imprimé sur le livre. Il est

certain que la commission aurait accepté une telle modification, au demeurant classique puisque c'est toujours un décret qui précise les conditions d'application d'une loi.

De même, le débat en commission de ce matin me laisse penser que le sous-amendement n° 31, déposé par M. le rapporteur et accepté par le Gouvernement, correspond à la philosophie de la commission des finances.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 24 rectifié et sur le sous-amendement n° 30 ?

M. Claude Evin, président de la commission. Le sous-amendement n° 24 n'a pas été examiné par la commission.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. La précision que tend à introduire ce sous-amendement n'a pas à figurer dans la loi car elle résulte de la pratique commerciale.

Le versement d'arrhes à la commande est une règle qui peut être appliquée à tous les produits, donc au livre.

Mme le président. La parole est à M. Branger.

M. Jean-Guy Branger. Il ne serait cependant pas mauvais de faire figurer cette précision dans la loi car il n'est pas d'usage qu'un libraire, installé dans une petite commune, demande des arrhes à la commande d'un livre alors que désormais il devra assurer le service gratuitement.

On nous affirme que cela va de soi. Mais cela irait encore mieux en le disant !

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 24 rectifié ?

M. le ministre de la culture. Une telle disposition relève non pas du domaine de la loi, mais de la pratique commerciale ou du domaine réglementaire. Elle doit être réglée par voie d'accord au moment de la commande.

D'ailleurs, ce sous-amendement perd une partie de sa force dans la mesure où sa formulation n'est pas impérative : « le détaillant peut demander le versement d'arrhes ».

Je crois qu'une telle précision risque d'alourdir exagérément la rédaction de la loi sans l'améliorer. J'invite donc l'Assemblée, dans un souci d'allègement et de simplification, à s'en remettre aux accords interprofessionnels ou au décret d'application.

Je souhaite par conséquent que M. Pinte retire le sous-amendement n° 24 rectifié.

Mme le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Monsieur le ministre, vous avez reconnu qu'il serait normal que le détaillant qui accepte de se procurer rapidement un seul exemplaire d'un ouvrage réclame un supplément. Pour ma part, j'estime qu'une telle commande fait partie des services qu'un libraire doit rendre gratuitement. Mais je propose qu'il prenne une garantie en demandant des arrhes.

Pourquoi faut-il le prévoir dans la loi ? Parce que, de la sorte, le libraire pourra se prévaloir d'un texte et entretiendra des rapports plus confiants avec sa clientèle.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de la culture. Je ne veux pas batailler longuement à propos de cet amendement mais, bien que n'ayant jamais été législateur, j'estime qu'une œuvre législative est bonne si elle est claire et simple. Pourquoi voulez-vous introduire une disposition, qui par ailleurs existe dans le droit positif ? Je souhaite, monsieur Pinte, que vous retiriez votre sous-amendement qui ne s'impose pas.

Mme le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 32. (Le sous-amendement est adopté.)

Mme le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 31. (Le sous-amendement est adopté.)

Mme le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 24 rectifié. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

Mme le président. Quel est l'avis de la commission sur le sous-amendement n° 30 ?

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Ce sous-amendement porte sur un des points qui a donné lieu à un débat long et passionné en commission.

Le Gouvernement proposait d'autoriser les détaillants, d'une part, à accorder 5 p. 100 de rabais à leur clientèle, d'autre part à majorer le prix fixe de 5 p. 100 afin de récupérer d'éventuels frais de transport.

Autant nous sommes favorables à ce que les libraires tentent d'accorder de petites ristournes pour récompenser leurs clients les plus fidèles, ou les enseignants, autant nous sommes hostiles à ce qu'ils puissent dépasser le prix imposé.

Avant que le texte ne soit adopté par le Sénat, je considérerais que cette disposition était inacceptable car contraire à la formule suivant laquelle tous les Français doivent être égaux devant le livre. Cela avait d'ailleurs conduit plusieurs députés à présenter des amendements pour limiter la marge supérieure, tout en conservant la marge inférieure.

M. Haby nous propose de revenir à une marge de 10 p. 100, ce qui nous semble aller plus loin que la simple remise traditionnelle et de nature à créer un deuxième secteur. La commission a donc repoussé ce sous-amendement.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la culture. Le projet initial adopté en conseil des ministres avait prévu que le prix de vente serait situé entre 95 et 105 p. 100 du prix fixe. Le Sénat, cette nuit, a retenu le système du prix unique au sens strict.

Le Gouvernement se rallie à l'amendement qui supprime la marge supplémentaire au delà de 100 p. 100.

Mme le président. La parole est à M. René Haby.

M. René Haby. Si l'on se contente d'officialiser la pratique courante que constitue la petite remise amicale consentie à certains clients, je ne vois pas pourquoi on prétendait, dans l'exposé des motifs, encourager le dynamisme des commerçants.

En prévoyant une marge de 5 p. 100, en plus ou en moins, le Gouvernement avait bien prévu, dans son projet initial, de fixer à 10 p. 100 l'écart entre les prix minimum et maximum. Pourquoi ne maintient-il pas sa position et s'en tient-il plus au principe qu'à la réalité ?

Mme le président. La parole est à M. Balligand.

M. Jean-Pierre Balligand. J'étais signataire de l'amendement que la commission des finances a repris à son compte et qui maintient le prix effectif entre 95 p. 100 et 100 p. 100 du prix fixe.

En optant pour cette formule, la commission a voulu faire un pas vers le Sénat qui, lui, avait purement et simplement supprimé toute possibilité de moduler le prix du livre. M. Haby a sans doute oublié que la majorité, au Sénat, n'est pas la même qu'à l'Assemblée.

Pour notre part, nous estimons que limiter à 5 p. 100 l'écart entre le prix fixé par l'éditeur et le prix de vente effectif est conforme à la logique du projet et permettra aux libraires d'accorder des ristournes à leurs clients titulaires d'une carte de fidélité.

Mme le président. La parole est à M. Sueur.

M. Jean-Pierre Sueur. Je fais partie des signataires de l'amendement n° 8 dont le texte se retrouve intégralement dans l'amendement n° 1 et, par conséquent, je suis hostile au sous-amendement de M. Haby.

Ce texte est ainsi rédigé : « Les détaillants doivent pratiquer un prix effectif de vente au public compris entre 95 p. 100 et 100 p. 100 du prix fixé par l'éditeur ou l'importateur. »

Il nous a semblé en effet que la loi instaurant le prix unique du livre devait être appliquée le plus strictement possible et les éventuelles dérogations soigneusement limitées et très clairement justifiées.

Le Gouvernement a proposé que le prix du livre puisse varier de 5 p. 100 à la baisse et de 5 p. 100 à la hausse. Cette mesure nous paraît justifiée dans le premier cas, mais non dans le second. En effet, l'augmentation de 5 p. 100 met en cause le principe de l'égalité des citoyens devant l'achat du même livre, puisque l'encouragement à répercuter les frais de port dans les prix risque d'entraîner des disparités géographiques très contestables. C'est pourquoi nous n'acceptons pas l'amendement du Sénat qui reprend à son compte cette possibilité de hausse du prix du livre liée au coût du transport.

Il n'y a pas de raison non plus pour faire payer plus cher un livre commandé à l'unité ; cela fait partie du service qu'on doit normalement attendre des libraires. Ceux-ci en conviendront d'autant mieux que le présent projet de loi doit leur permettre

d'exercer leur profession dans des conditions de concurrence normales et de mettre fin aux graves préjudices qu'ils subissent du fait de l'arrêté Monory.

Enfin, notre amendement, en restreignant à 5 p. 100 la flexibilité possible du prix, évite que des dispositions par trop laxistes en regard aux buts que vise la loi n'en atténuent à l'avance l'effet escompté. C'est pourquoi le sous-amendement de M. René Haby nous paraît relever de la même critique.

Mme le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Je comprends mal comment M. le ministre de la culture a pu se rallier à la position du Sénat, qui supprimait la variation de 5 p. 100 en hausse, mais accepte qu'il y ait des frais supplémentaires en cas de commande à l'unité d'un livre.

Mme le président. Je mets aux voix le sous-amendement n° 30. (Le sous-amendement n'est pas adopté.)

M. le ministre de la culture. Je crois que l'amendement de la commission des finances contient une erreur matérielle. Il faudrait la réparer.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Christian Pierret, rapporteur pour avis. En effet, il convient d'ajouter au texte de l'amendement n° 1 le dernier alinéa de l'article 1^{er} adopté par le Sénat.

Mme le président. Je donne lecture de l'alinéa qu'il convient d'ajouter à l'amendement n° 1 :

« Dans le cas où l'importation concerne des livres édités en France, le prix de vente au public fixé par l'importateur est au moins égal à celui qui a été fixé par l'éditeur. »

Je mets aux voix l'amendement n° 1 ainsi rectifié et modifié par les sous-amendements adoptés.

(L'amendement, ainsi modifié, est adopté.)

Mme le président. En conséquence, ce texte devient l'article 1^{er} et les amendements n° 7 de la commission des affaires culturelles, 6 de M. René Haby et 9 de la commission des affaires culturelles, n'ont plus d'objet.

M. Jean-Guy Branger. Madame le président, qu'est-il advenu de l'amendement n° 8 de la commission des affaires culturelles ?

Mme le président. Il avait, en fait, été incorporé à l'amendement n° 1 et se trouve par conséquent satisfait par l'adoption de celui-ci.

Article 1^{er} bis.

Mme le président. « Art. 1^{er} bis. — Par dérogation aux dispositions de l'article 37, 1^{er}, de la loi n° 73-1193, modifiée, du 27 décembre 1973, les conditions de vente établies par l'éditeur ou l'importateur, en appliquant un barème d'écart sur le prix de vente au public hors taxes, prennent en compte la qualité des services rendus par les détaillants en faveur de la diffusion du livre. Les remises correspondantes doivent être supérieures à celles résultant de l'importance des quantités acquises par les détaillants.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. La commission des affaires culturelles accepte cet important article introduit par le Sénat, qui consacre le principe des remises qualitatives, c'est-à-dire celles qui tiennent compte de la qualité du service rendu par un détaillant.

Quant à savoir si ce système pourra réellement s'appliquer, selon quels critères on jugera de la qualité, cela dépendra des rapports qui s'établiront entre les éditeurs et les libraires. Est-ce que cela restera confidentiel, comme ce fut le cas au cours des dernières années ? On ne peut pas aller plus loin aujourd'hui, mais on peut se féliciter que le problème soit posé dans la loi.

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 1^{er} bis.

(L'article 1^{er} bis est adopté.)

Article 2.

Mme le président. « Art. 2. — Les dispositions du troisième alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus ne sont pas applicables au prix de vente des livres facturés, pour leurs besoins propres excluant la revente, à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements d'enseignement ou de recherche, aux associations scolaires à but éducatif ou culturel, aux bibliothèques des comités d'entreprise et aux bibliothèques accueillant du public pour la lecture ou pour le prêt. »

M. Pinte a présenté un amendement n° 25 ainsi libellé :

* Rédiger ainsi l'article 2 :

« L'Etat, les collectivités locales, les établissements d'enseignement, de formation professionnelle ou de recherche, les établissements et les centres culturels reconnus, établis hors de France, les associations scolaires à but éducatif ou culturel, les bibliothèques des comités d'entreprise et les bibliothèques accueillant le public pour la lecture ou pour le prêt bénéficient automatiquement du rabais prévu au troisième alinéa de l'article 1^{er}. »

La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Puisque ce projet tend à instituer le prix unique, je trouve anormal que l'article 2 accorde des dérogations lorsqu'il s'agit de ventes de livres à l'Etat, à des collectivités, et à un certain nombre d'associations sans but lucratif.

Je rappelle que pour sauvegarder la liberté d'expression, la liberté d'opinion, la liberté de la presse, la liberté syndicale, l'Etat accorde chaque année, dans le cadre du budget, des sommes importantes à la presse écrite et aux syndicats. Pour que l'Etat, précisément, mais aussi les collectivités locales, et les associations apportent une aide, même modeste à la création littéraire, il conviendrait pour le moins de limiter le rabais qui figure à l'article 1^{er}.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la culture. Le Gouvernement s'oppose à l'amendement de M. Pinte qui mettrait fin à une longue tradition. J'ajoute que nous allons, dès 1982, engager un effort considérable en faveur de la lecture publique. Il est tout à fait souhaitable que le réseau de lecture publique bénéficie d'un avantage. La mission culturelle des établissements visés autorise ce régime spécial.

Le Gouvernement ne voit donc pas de raison d'adopter cet amendement.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. La commission n'a pas examiné cet amendement, mais une telle disposition serait à l'évidence néfaste au marché public et irait donc à l'encontre de l'action que nous entendons mener en faveur de la lecture publique. J'ajoute que cet effort devrait entraîner la multiplication des achats de livres, en sorte que, finalement, la librairie et l'édition y gagneront.

Mme le président. La parole est à M. René Haby.

M. René Haby. Monsieur le ministre, vous ne pouvez tout de même pas faire payer aux seuls libraires, que par ailleurs vous entendez aider grâce à ce texte, le prix de votre politique de développement de la lecture publique.

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 25.

(L'amendement n'est pas adopté.)

Mme le président. M. Pesce, rapporteur, a présenté un amendement n° 10 ainsi rédigé :

* I. — Au début de l'article 2, insérer le nouvel alinéa suivant :

« Les dispositions du troisième alinéa de l'article 1^{er} ci-dessus ne sont pas applicables aux associations facilitant l'acquisition des livres scolaires pour leurs membres.

* II. — En conséquence, rédiger ainsi le début de l'alinéa suivant :

« Elles ne sont pas applicables non plus au prix de vente... » (Le reste sans changement.)

La parole est à M. le rapporteur.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Cet amendement vise les associations de parents d'élèves qui ont en général des contrats spéciaux avec les libraires. C'est une coutume qui doit se perpétuer.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la culture. Le Gouvernement est favorable à cet amendement.

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 10.
(L'amendement est adopté.)

Mme le président. Je suis saisie de cinq amendements n° 2, 23, 11, 12 et 13, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 2, présenté par M. Pierret, rapporteur général de la commission des finances saisie pour avis, MM. Brunhes, Rieuhon et les commissaires membres du groupe communiste, est ainsi rédigé :

« Après les mots : « établissements d'enseignement », rédiger ainsi la fin de l'article 2 : « aux comités d'entreprise et aux bibliothèques accueillant du public pour la lecture et pour le prêt. »

L'amendement n° 23, présenté par M. Jacques Brunhes et les membres du groupe communiste et apparenté, est ainsi rédigé :

« Après les mots : « aux établissements d'enseignement », rédiger ainsi la fin de l'article 2 : « et de recherche, aux comités d'entreprise et aux bibliothèques accueillant du public pour la lecture et pour le prêt. »

L'amendement n° 11, présenté par M. Pesce, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Dans l'article 2, après les mots : « aux établissements d'enseignement », insérer les mots : « , de formation professionnelle ».

L'amendement n° 12, présenté par M. Pesce, rapporteur, et M. Fuchs, est ainsi rédigé :

A l'article 2, après les mots : « ou de recherche, » insérer les mots : « aux établissements et centres culturels reconnus établis hors de France, ».

L'amendement n° 13, présenté par M. Pesce, rapporteur, MM. Schreiner, Gréard, Evin et les commissaires membres du groupe socialiste, est ainsi rédigé :

« Après les mots : « ou de recherche, » rédiger ainsi la fin de l'article 2 : « aux syndicats représentatifs, aux comités d'entreprise et aux bibliothèques accueillant du public pour la lecture ou pour le prêt, notamment celles des associations à but non lucratif. »

La parole est à M. le rapporteur pour avis, pour soutenir l'amendement n° 2.

M. Christian Pierret, rapporteur pour avis. Je laisse à M. Brunhes le soin de défendre cet amendement.

Mme le président. La parole est à M. Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Il s'agit, si je puis dire, d'élargir le champ de non-application, du troisième alinéa de l'article 1^{er} à d'autres collectivités que celles qui figurent déjà à l'article 2. Nous pensons notamment aux comités d'entreprise, qui n'étaient visés à l'article 2 que par l'intermédiaire de leurs bibliothèques. Or ces comités d'entreprise, à l'occasion de Noël ou de fêtes diverses, vendent ou distribuent des livres, sans que cela soit lié directement à leurs bibliothèques.

Nous souhaitons que l'aide aux collectivités puisse être plus large, car le livre doit être utilisé comme un moyen d'action sociale et culturelle.

J'ajoute que nous voterons les amendements qui vont maintenant être défendus par leurs auteurs, dans la mesure où ils élargissent encore la portée de l'article 2 en incluant, par exemple, les syndicats représentatifs et les associations à but non lucratif.

Mme le président. Si j'ai bien compris, monsieur Brunhes, vous avez également défendu votre amendement n° 23.

M. Jacques Brunhes. Oui, madame le président.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 11.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Il s'agit de préciser la notion d'établissement d'enseignement afin de faire bénéficier également les établissements de formation professionnelle des dispositions de l'article 2.

Je dirai immédiatement un mot de l'amendement n° 12 que nous avons adopté parce qu'il nous semble important d'aider les établissements situés hors de France, qu'il s'agisse d'établissements scolaires et universitaires ou de centres culturels reconnus comme, par exemple, l'Alliance française.

Je laisse à M. Schreiner le soin de soutenir l'amendement n° 13.

Mme le président. La parole est à M. Schreiner, pour défendre l'amendement n° 13.

M. Bernard Schreiner. Par cet amendement, nous entendons protéger les associations qui luttent pour la promotion du livre. Il ne serait pas normal qu'elles puissent être victimes de ce texte, et c'est pourquoi il convient de les faire figurer à l'article 2.

On a pu se demander si certaines associations ne tenteraient pas de tourner la loi. Mais l'article 2 exclut toute revente. Ce garde-fous nécessaire étant posé, l'amendement n° 13 devrait pouvoir être adopté sans problème. Il reconnaît, dans le domaine du livre, l'importance de la vie associative.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission sur les amendements n° 2 et 23 ?

M. Claude Evin, président de la commission. La commission des affaires culturelles n'a pas examiné l'amendement n° 23, mais il procède du même esprit que les amendements n° 11, 12 et 13.

L'amendement n° 2 n'a pas non plus été examiné par la commission des affaires culturelles car il a été présenté par M. Pierret au nom de la commission des finances. Mais il s'inspire des mêmes principes que les amendements n° 11, 12 et 13.

Mme le président. La parole est à M. le rapporteur pour avis.

M. Christian Pierret, rapporteur pour avis. L'amendement n° 23 répond parfaitement aux préoccupations qui étaient les nôtres lorsque nous avons déposé l'amendement n° 2. En conséquence, je retire ce dernier.

Mme le président. L'amendement n° 2 est retiré.

La parole est à M. Brunhes.

M. Jacques Brunhes. Je considère que l'amendement n° 13 est meilleur que l'amendement n° 23. Pour simplifier nos travaux, je retire donc mon amendement n° 23.

Mme le président. L'amendement n° 23 est retiré.

Quel est l'avis du Gouvernement sur les amendements n° 11, 12 et 13 ?

M. le ministre de la culture. L'objet de l'article 2, tel qu'il a été amélioré cette nuit par le Sénat, est de faciliter dans toute la mesure du possible l'acquisition de livre par certains organismes, tout en évitant — et c'est un point essentiel — tout détournement de la loi. Si la rédaction du texte était trop imprécise, tel ou tel groupe, sous couvert d'associations dites culturelles, pourrait en effet organiser un réseau parallèle de distribution, du type de ceux que nous voulons, non pas mettre au pas, mais mettre en concurrence avec un réseau plus diversifié.

Je suis d'accord pour que les comités d'entreprise soient inclus dans l'article 2, étant bien précisé qu'il ne pourra pas y avoir de revente.

J'accepte également l'amendement n° 11 qui élargit le champ d'application de l'article 2 aux établissements de formation professionnelle.

En revanche, l'amendement n° 12 qui concerne les établissements et centres culturels reconnus établis hors de France me semble trop large et trop imprécis. J'en ai fait hier l'observation au Sénat qui souhaitait introduire ce type de disposition. En effet, ou bien l'amendement n'a pas de portée, puisque le champ d'application de la loi est limité au territoire français, ou bien, ces établissements installés à l'étranger — à l'Alliance française ou à d'autres organismes du même type — sont déjà visés par l'article 2 puisqu'il s'agit d'établissements d'enseignement ou d'organismes publics.

Je pense donc qu'il est inutile d'adopter l'amendement n° 12.

Enfin, j'accepte l'amendement n° 13 qui concerne les bibliothèques des associations à but non lucratif. Je précise bien qu'il s'agit des bibliothèques et, quitte à n'être pas d'une élégance rédactionnelle parfaite, je préférerais que le mot

« celles » fut remplacé par les mots « les bibliothèques ». Peut-être trouverons-nous demain, au cours de la réunion de la commission mixte paritaire, une meilleure rédaction. Mais je veux qu'il soit bien établi qu'il s'agit là de bibliothèques ou de centres de lecture. Il faut en effet éviter qu'un groupe puissant puisse, sous pavillon culturel, organiser un circuit de distribution.

Mme le président. La parole est à M. René Haby.

M. René Haby. Monsieur le ministre, je ne puis encore une fois que regretter que cet article aille tout à fait à l'encontre de l'esprit de la loi, puisqu'il retire aux libraires la possibilité d'effectuer certaines opérations commerciales qui constituent pourtant le fond même de leur activité.

Mais je voudrais revenir sur un point particulier. Je ne vous ai pas entendu vous exprimer sur l'inclusion des syndicats représentatifs dans l'article 2. Or je voudrais savoir à quel titre ceux-ci pourraient bénéficier des dispositions de l'article 2.

Par ailleurs, pourquoi accorder aux comités d'entreprise — il ne s'agit pas de leurs bibliothèques puisqu'on a précisé tout à l'heure de façon très nette qu'il pouvait s'agir de cadeaux de Noël — ce qui serait, par exemple, refusé à des amicales de personnel dans des entreprises employant moins de cinquante salariés et qui, par conséquent, ne peuvent avoir de comité d'entreprise.

En bref, c'est un peu la foire d'empoigne en ce qui concerne les secteurs réservés.

Mme le président. La parole est à M. Briane.

M. Jean Briane. Monsieur le ministre, j'ai bien peur que ce que nous sommes en train de faire ne soit dangereux.

En effet, il faut être réaliste. Si nous ouvrons la porte aux comités d'entreprise, aux syndicats, aux associations, fussent-elles culturelles, nous allons court-circuiter totalement le réseau normal de distribution du livre que nous prétendons sauvegarder.

Vous nous dites que la revente sera interdite. Mais soyez certain que les comités d'entreprise, les syndicats et les associations culturelles trouveront des formules simples pour acheter des livres qu'ils distribueront à leurs adhérents. Le tour sera joué, et nous aurons complètement court-circuité les libraires que nous voulons, au contraire, renforcer. Si cette loi doit finalement se résumer à une rente de situation faite aux éditeurs, je crois que nous n'aurons pas atteint les objectifs qui sont les nôtres.

Mme le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Claude Evin, président de la commission. Les arguments de M. le ministre pourraient se comprendre si l'amendement n° 12 compliquait à l'extrême le dispositif proposé. Mais tel n'est pas le cas.

Par ailleurs, et sous réserve de vérification, je ne pense pas que les établissements culturels français à l'étranger — il a été fait à deux reprises allusion à l'Alliance française — puissent bénéficier des dispositions de l'article 2 tel qu'il est actuellement rédigé. Il faudrait, pour cela, qu'un de ses membres procède à l'acquisition de livres à l'occasion d'un déplacement en France. Il me paraît donc nécessaire de maintenir l'amendement n° 12 que la commission des affaires culturelles a adopté.

A propos de l'amendement n° 13, je répondrai à M. René Haby et à M. Jean Briane. Depuis le début de la discussion, on ne cesse de nous demander si nous voulons vraiment instituer un prix unique du livre, identique pour tous, et l'on nous accuse d'ouvrir des brèches dans le dispositif en accordant des réductions à certains privilégiés.

Je ferai observer, d'abord, que ce que nous proposons existe déjà dans la pratique, notamment pour les comités d'entreprise. Vous prêtez à ces derniers, monsieur Briane, des intentions ou des comportements qui sont loin d'être les leurs. D'ailleurs, nous avons bien précisé qu'ils n'auraient pas la possibilité de revendre des livres, ce qui est une garantie.

Il est vrai, monsieur Haby, que toutes les entreprises de plus de cinquante salariés ne disposent pas d'un comité d'entreprise, mais je suis tout disposé, en ma qualité de président de la commission des affaires culturelles, à examiner un texte de loi qui permettrait d'étendre l'application du droit syndical et le droit de constituer un comité d'entreprise à des entreprises qui ne comportent pas cinquante salariés. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

L'amendement n° 13 qui a été adopté, si ma mémoire est bonne, par l'ensemble des membres de la commission des affaires culturelles, reprend des dispositions déjà existantes et répond à une volonté précise et claire : faciliter l'action des associations.

Certes, il ne s'agit pas, sous le couvert des possibilités offertes par la loi de 1901, de permettre un laxisme dans l'application de la loi, mais nous sommes favorables à ce que les associations bénéficient de conditions particulières, ce qui comblera certainement M. Fuchs, dont je sais l'intérêt qu'il porte au mouvement associatif pour l'avoir fréquenté de longues années au sein de cette commission.

Je ne vous demande pas de partager nos choix, monsieur Haby, mais nous sommes quant à nous très respectueux de l'exercice du droit syndical dans l'entreprise. Avant même d'aborder ce grand thème dans cet hémicycle, il nous semble que les dispositions que nous proposons aujourd'hui, qui permettront d'accroître quelque peu les droits, bien peu nombreux, dont bénéficient les organisations syndicales, ne nous semblent pas exagérées.

Accorder aux organisations syndicales la possibilité que nous voulons leur offrir relève, c'est vrai, d'un choix politique délibéré. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes et des communistes.*)

Mme le président. La parole est à M. Briane.

M. Jean Briane. Je ne voudrais pas qu'il y ait un malentendu entre nous, monsieur le président de la commission des affaires sociales. Nous sommes nous aussi sensibles aux préoccupations culturelles des associations, des comités d'entreprise ou d'autres groupements. Mais nous préférons les voir coopérer avec le circuit normal de distribution des livres plutôt que de le court-circuiter. Il ne faudrait pas que nous soyons confrontés demain à des conséquences que nous n'avons pas soupçonnées.

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 11.

(*L'amendement est adopté.*)

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 12.

(*L'amendement est adopté.*)

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 13.

(*L'amendement est adopté.*)

Mme le président. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'article 2, modifié par les amendements adoptés.

(*L'article 2, ainsi modifié, est adopté.*)

Article 3.

Mme le président. « Art. 3. — Toute personne qui publie un livre en vue de sa diffusion par courtage, abonnement ou par correspondance moins de neuf mois après son importation ou le dépôt légal de sa première édition fixe, pour ce livre, un prix de vente au public au moins égal à celui de cette première édition. »

Je suis saisi de deux amendements, n° 14 et 33, pouvant être soumis à une discussion commune.

L'amendement n° 14, présenté par M. Pesce, rapporteur, est ainsi rédigé :

« Dans l'article 3, substituer aux mots : « après son importation ou le dépôt légal de sa première édition », les mots : « à compter, selon le cas, de la date d'achèvement d'impression ou de la date de mise en circulation sur le territoire national. »

L'amendement n° 33, présenté par le Gouvernement, est ainsi rédigé :

« Dans l'article 3, substituer aux mots : « après son importation ou le dépôt légal de sa première édition », les mots : « après la mise en vente de la première édition. »

La parole est à M. le rapporteur, pour soutenir l'amendement n° 14.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. L'article 3 a pour objet de fixer un délai durant lequel le prix du livre ne pourra être inférieur à celui de la première édition. Toute la difficulté réside dans la détermination du point de départ.

L'article initial disposait que « toute personne qui publie ou diffuse un livre par courtage, abonnement ou par correspondance moins de neuf mois après la mise en vente de la première édition doit fixer, pour ce livre, un prix de vente au public au moins égal à celui de cette première édition ».

Le Sénat a remplacé les mots « qui diffuse », qui donnaient une définition trop large et permettaient tous les abus, par les mots « qui publie un livre en vue de sa diffusion ». La commission est d'accord avec cette rédaction. Mais le Sénat a également substitué, comme point de départ du délai, l'importation ou le dépôt légal de la première édition fixe à la mise en vente de la première édition. C'est sur ce point que porte l'amendement n° 14 de la commission.

La commission a estimé que les mots « neuf mois après son importation » n'étaient pas suffisamment précis. On peut fort bien, en effet, importer un livre et le stocker pendant plusieurs mois avant de le mettre en vente. Ce serait un moyen de tourner la loi. C'est pourquoi la commission propose de substituer aux mots : « après son importation ou le dépôt légal de sa première édition », les mots : « à compter, selon le cas, de la date d'achèvement d'impression ou de la date de mise en circulation sur le territoire national ».

Mme le président. La parole est à M. le ministre, pour soutenir l'amendement n° 33 et pour donner l'avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14.

M. le ministre de la culture. Le texte adopté par le Sénat est ambigu et la modification proposée par la commission l'améliore incontestablement.

Pourtant, je plaiderai une nouvelle fois en faveur d'une loi qui soit rédigée aussi simplement que possible. Je rappelle que l'article 1^{er} du projet renvoie à un décret. Celui-ci concernera, notamment, les conditions de délai.

A ce sujet, la rédaction proposée par la commission, bien qu'elle apporte une amélioration au texte du Sénat, n'en fait pas moins référence à deux notions qui n'ont pas la même valeur : la date d'achèvement d'impression et la date de la mise en circulation. Un délai notable peut s'écouler entre la mise en vente réelle et l'achèvement d'imprimer. Toutes les incertitudes ne sont donc pas levées. Or il est essentiel, pour une bonne application de la loi, que le point de départ du délai puisse être établi de manière incontestable et ne donne pas lieu à des conflits permanents, en même temps qu'il évite toute inmixtion dans la vie même des éditeurs.

C'est pourquoi je vous propose, par voie d'amendement, de rétablir l'article 3 dans sa rédaction initiale pour que le décret dont j'ai parlé à l'instant soit soigneusement élaboré en relation avec l'ensemble des professionnels et en liaison avec le service du dépôt légal et la direction générale des douanes.

Je vous mets vraiment en garde contre toute improvisation dans ce domaine. Une rédaction trop ambiguë aboutirait, dans la pratique, à une application délicate de la loi et serait source de conflits. La question du point de départ du délai est une question clé. Aussi, puisque le législateur n'est pas parvenu à une solution suffisamment satisfaisante, laissons à l'autorité administrative le soin de rechercher, en concertation avec tous les intéressés, un système clair, simple et indiscutable. C'est une condition de bonne application de la loi.

Mme le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Claude Evin, président de la commission. Monsieur le ministre, la commission n'a, bien entendu, pas examiné l'amendement du Gouvernement que vous venez de déposer, mais, d'une manière générale, nous n'apprécions guère, en tant que législateur, de renvoyer au décret le soin de décider sur tel ou tel point. Si nous le faisons, notre rôle perdrait de sa signification.

Pour en revenir à votre amendement, nous souhaiterions au moins savoir comment vous allez déterminer en pratique le point de départ du délai. Quelles garanties pouvez-vous apporter à cet égard ? La commission suggère un point de départ dûment vérifiable, la date d'achèvement d'impression ou la date de mise en circulation. La date de mise en vente, que le Gouvernement propose de retenir, ne figure nulle part. Donnez-nous au moins une précision. Nous verrons alors si nous pouvons nous en remettre à un examen plus technique.

Nous ne voulons pas qu'il soit possible de tourner la loi en stockant des livres, comme M. le rapporteur le disait tout à l'heure, et en les diffusant à un moment qui échapperait à tout contrôle. Or vous ne nous avez donné aucune information qui nous permette de penser que l'amendement du Gouvernement éviterait que la loi ne soitournée.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de la culture. L'Assemblée me pardonnera de prolonger la discussion, mais ce point est important.

Je comprends, monsieur le président de la commission, que le législateur souhaite prendre le maximum de garanties. Mais le meilleur moyen d'y réussir n'est-il pas de retenir une rédaction claire et indiscutable ? Celle que propose la commission représente, je le reconnais, une amélioration par rapport au texte du Sénat, mais elle n'est pas entièrement satisfaisante.

Le texte du Sénat fait référence au dépôt légal, qui est trimestriel et qui, par conséquent, ne permet pas de fixer une date certaine. Mais comment établira-t-on avec certitude la date d'achèvement d'impression ou celle de mise en circulation que la commission propose de retenir comme point de départ du délai ? C'est pourquoi le Gouvernement vous demande de ne pas inclure cette indication dans la loi. Une rédaction trop floue risquerait en effet d'aboutir à ce que vous voulez précisément éviter, à savoir le détournement de la loi. Même améliorée, elle ne nous permettra pas d'appliquer sérieusement cette loi et je plaide auprès de vous pour que cette question soit renvoyée au décret, non pas du tout pour que le Gouvernement exerce sans contrôle son pouvoir, mais précisément pour satisfaire votre volonté, qui est aussi la nôtre, d'assurer une pleine application de la loi.

Le délai de neuf mois doit être parfaitement respecté et, vous le savez bien, la date de départ sera à cet égard décisive.

Mme le président. La parole est à M. Briane.

M. Jean Briane. Je ne pense pas qu'il soit bon, monsieur le ministre, de nous prononcer en fonction d'éléments que nous ne connaissons pas. J'entends encore les protestations de l'opposition d'hier, quand le Gouvernement s'avisait de modifier à l'improviste ses propositions !

La commission doit pouvoir discuter à nouveau de cette question et, puisqu'une navette doit avoir lieu avec le Sénat, nous reprendrions la discussion en deuxième lecture.

Mme le président. La parole est à M. Derosier.

M. Bernard Derosier. On comprend bien le souci de la commission. C'est précisément l'expérience d'hier, monsieur Briane, qui nous pousse à vouloir préciser les choses. Mais il semble que les amendements de la commission et celui du Gouvernement soient contradictoires. Ne serait-il pas possible, dans ces conditions, de réserver l'article ?

Mme le président. La parole est à M. le président de la commission.

M. Claude Evin, président de la commission. Je demande, en effet, la réserve de l'article 3 jusqu'après l'examen de l'article 9.

Mme le président. La réserve est de droit.

L'article 3 est réservé jusqu'après l'examen de l'article 9.

Article 4.

Mme le président. « Art. 4. — Les détaillants sont autorisés à pratiquer des prix inférieurs au prix de vente au public mentionné à l'article premier sur les livres pour lesquels le dépôt légal ou l'importation ont été effectués depuis plus de deux ans, et le dernier approvisionnement depuis plus de six mois. »

La parole est à M. Fuchs, inscrit sur l'article.

M. Jean-Paul Fuchs. Je ne pourrais, monsieur le ministre, voter l'article 4 en son état actuel, qui prévoit que le prix fixé sera valable pour les livres imprimés depuis moins de deux ans, sauf pour les ventes par correspondance.

J'aurais souhaité — j'ai ce matin en commission défendu un amendement dans ce sens — mettre à égalité libraires et organismes de vente par correspondance, et libérer les prix après neuf mois, ce qui laisserait une plus grande initiative aux libraires, alors que le texte actuel favorise la vente par correspondance et les clubs et enlève leur autonomie aux libraires.

M. le président. M. Pesce, rapporteur, a présenté un amendement n° 15 ainsi rédigé :

« Au début de l'article 4, insérer les mots : « Sans préjudice des dispositions de la loi du 30 décembre 1906, ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Cet amendement a pour objet de bien préciser que la législation traditionnelle sur les soldes, liquidations ou ventes au déballage continuera à s'appliquer au marché du livre.

Mme le président. La parole est à M. Pinte.

M. Etienne Pinte. Monsieur le ministre, je reviens sur mon propos de tout à l'heure.

L'article 4 du projet de loi comportait la notion de soldes. Nous avions donc préparé des amendements dans cette optique. Or, à la suite de sa discussion, cette nuit, en première lecture au Sénat, il ne revêt plus le même caractère.

S'agit-il donc véritablement de solde ou de libération du prix du livre au bout de deux ans ?

Si la seconde interprétation devait être retenue, un double secteur serait créé : un prix fixe pendant un certain laps de temps puis une libération des prix, le système des soldes subsistant.

J'aimerais obtenir du Gouvernement une explication claire et nette sur ce point, car nous avons le sentiment ce matin en commission d'avoir été induits en erreur.

Mme le président. La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de la culture. Les délais retenus dans le projet sont le fruit d'un compromis entre deux contraintes opposées : celle du maintien d'un fonds important de livres dans les lieux de vente qui répond au souhait de l'ensemble des éditeurs et celle d'une rentabilité financière suffisante que certains grands diffuseurs ont soulignée.

Le délai de deux ans constitue une moyenne que les principaux partenaires ont acceptée.

En outre, l'absence d'approvisionnement pendant six mois, condition supplémentaire de délai, atteste la mévente et autorise les soldes. Ce délai est suffisamment long pour prévenir le risque de fraude — préoccupation constante du Gouvernement dans l'élaboration du texte — quant à la mise en solde de livres préalablement stockés.

Vous m'interrogez sur le choix des termes. MM. les sénateurs, hier soir, dans un souci d'élégance de la rédaction, estimant que le vocable de solde ne s'appliquait pas à un objet culturel tel que le livre, ont invité le Gouvernement à suggérer une formulation moins humiliante pour le livre sur laquelle je ne porte pas de jugement. En réponse à l'invitation du Sénat, nous avons proposé une formulation technique qui se combine heureusement avec l'amendement de la commission auquel le Gouvernement se rallie volontiers.

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 15.

(L'amendement est adopté.)

Mme le président. M. Pesce, rapporteur, a présenté un amendement n° 16 ainsi rédigé :

« Au début de l'article 4, substituer aux mots : « sont autorisés », le mot : « peuvent ».

La parole est à M. le rapporteur.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Par cet amendement, la commission a voulu résoudre un problème de vocabulaire, en substituant aux mots « sont autorisés » le mot « peuvent ».

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la culture. Une fois de plus, l'Assemblée améliore le texte du Gouvernement.

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 16.

(L'amendement est adopté.)

Mme le président. M. Pesce, rapporteur, Mme Lecuir, MM. Créard, Sueur, Schreiner, et les commissaires membres du groupe socialiste, ont présenté un amendement n° 17 ainsi rédigé :

« Compléter l'article 4 par le nouvel alinéa suivant :

« La publicité sur cette pratique de prix inférieurs au prix de vente au public mentionné à l'article premier est interdite hors des lieux de vente. »

La parole est à M. le rapporteur.

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Il s'agit d'un problème essentiel. Il était indispensable de prévoir la possibilité, après un certain délai, de vendre des livres à un prix inférieur au prix indiqué.

Après une assez longue discussion, ce délai a été fixé à deux ans.

Cependant, il est patent que, dans nombre de librairies, le stock des livres de plus de deux ans est important.

Si donc on permet que la publicité ne s'exerce que sur les livres vendus meilleur marché, le public imaginera que les points de vente pratiquent des prix plus bas. On irait ainsi à l'encontre du but recherché.

Certes, je n'oublie pas le critère des six mois de stock, mais malgré cela le risque de dérapage existe. C'est pourquoi il nous semble que toute publicité doit être interdite.

Mme le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. le ministre de la culture. La suggestion de M. le rapporteur est excellente et le Gouvernement s'y rallie.

Mme le président. Je mets aux voix l'amendement n° 17.

(L'amendement est adopté.)

M. le président. Le Gouvernement a présenté un amendement n° 34, ainsi rédigé :

Dans l'article 4, substituer aux mots : « pour lesquels le dépôt légal ou l'importation ont été effectués », les mots : « édités ou importés ».

La parole est à M. le ministre.

M. le ministre de la culture. Cet amendement est inspiré par le même esprit qui m'a animé lorsque j'ai invité l'Assemblée à renvoyer à un décret l'établissement de la date.

Je redoute qu'une rédaction approximative ne soit une source de complications dans la pratique. Je ne ferai pas une grande leçon sur le thème du dépôt légal, mais la législation actuelle est si vague à cet égard qu'elle mérite d'être améliorée.

Mme le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Rodolphe Pesce, rapporteur. Il me semble que la réserve s'impose également.

Mme le président. La réserve est de droit. L'amendement n° 34 est réservé, de même que l'article 4, jusqu'après l'examen de l'article 9.

Mes chers collègues, nous allons maintenant interrompre la discussion du projet de loi relatif au prix du livre, qui reprendra à vingt et une heures trente, pour examiner le projet de loi de finances rectificative en dernière lecture.

M. André Labarrère, ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des relations avec le Parlement. Madame le président, cette dernière discussion sera brève. Nous pourrions peut-être reprendre tout de suite après l'examen du projet de loi sur le prix du livre.

Mme le président. Non, car je vous rappelle que la conférence des présidents est convoquée pour vingt heures.

M. Jacques Brunhes. Il faut laisser les présidents présider. Cela a été dit ce matin lors de la réunion du bureau.

— 4 —

LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 1981

Discussion, en troisième et dernière lecture, d'un projet de loi.

Mme le président. M. le président de l'Assemblée nationale a reçu de M. le Premier ministre la lettre suivante :

Paris, le 30 juillet 1981.

Monsieur le président,

J'ai l'honneur de vous transmettre, ci-joint, le texte du projet de loi de finances rectificative pour 1981, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture dans sa séance du 29 juillet 1981 et modifié par le Sénat dans sa séance du 30 juillet 1981.

En application des dispositions de l'article 45, alinéa 4, de la Constitution, le Gouvernement demande à l'Assemblée nationale de bien vouloir statuer définitivement.

Je vous prie d'agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

En conséquence, l'ordre du jour appelle la discussion de ce projet de loi en troisième et dernière lecture.

La parole est à M. Pierret, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan.

M. Christian Pierret, rapporteur général. Monsieur le ministre du budget, mes chers collègues, le Sénat n'a pas adopté hier soir le texte qui a été voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, et le désaccord subsiste entre les deux assemblées sur les quatre points suivants :

A l'article 1^{er}, le Sénat a exclu les revenus exceptionnels du champ d'application de la majoration de l'impôt sur le revenu.

A l'article 1^{er} ter sur les donations-partages, il a rétabli les exceptions relatives à certaines donations-partages.

A l'article 2, il a exclu les entreprises employant moins de cinquante salariés du champ d'application du prélèvement exceptionnel sur certains frais généraux.

Par voie de conséquence, le Sénat a modifié l'article d'équilibre, c'est-à-dire l'article 9.

Je ne reviendrai pas sur le fond, les deux lectures dans chacune des assemblées et les travaux de la commission mixte paritaire ayant permis le plus large échange d'arguments.

L'Assemblée nationale étant appelée à statuer définitivement ce soir, la commission des finances, conformément aux dispositions de l'article 114, alinéa 3, du règlement, vous demande de statuer sur le dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

Elle conclut à l'adoption de ce texte sans modification.

M. Parfait Jans. Très bien !

Mme le président. La parole est à M. le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances chargé du budget.

M. Laurent Fabius, ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget. Accord complet.

M. Parfait Jans. Très bien !

M. Emmanuel Hamel. Brièveté appréciée !

Mme le président. Personne ne demande la parole dans la discussion générale ? ...

Conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, la commission des finances, de l'économie générale et du Plan appelle l'Assemblée à se prononcer en priorité sur le dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

Outre les articles pour lesquels les deux assemblées sont parvenues à un texte identique, ce texte comprend :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I^{er}

Dispositions relatives aux ressources.

MESURES FISCALES

« Art. 1^{er}. — La partie supérieure à 100 000 F de l'impôt sur le revenu, dû au titre de l'année 1980 avec déduction, s'il y a lieu, du crédit d'impôt, de l'avoir fiscal et des prélèvements ou retenues non libératoires, est majorée de 25 p. 100. Pour l'application de cette disposition et sur demande du contribuable, il n'est pas tenu compte de l'impôt correspondant aux plus-values bénéficiant de l'abattement de 75 000 F prévu à l'article 150 Q du code général des impôts. La majoration n'est pas due si elle est inférieure à 200 F.

Lorsqu'elle fait l'objet d'une imposition distincte, la majoration est exigible dès sa mise en recouvrement. La sanction prévue à l'article 1761 du code générale des impôts est applicable aux sommes non réglées le 15 du mois suivant celui de la mise en recouvrement du rôle. »

« Art. 1^{er} bis A. — I. — L'article 1^{er} de la loi de finances rectificative pour 1979, n° 79-1102 du 21 décembre 1979, est complété par les deux alinéas suivants :

« Pour les revenus perçus depuis le 1^{er} janvier 1980, il est ajouté aux sommes prévues ci-dessus une somme égale à une fois le montant horaire du salaire minimum de croissance lorsque la durée de garde de l'enfant est de vingt-quatre heures consécutives.

« Le montant de l'abattement retenu pour déterminer la rémunération imposable des assistantes maternelles régies par la loi n° 77-505 du 17 mai 1977 ne peut excéder le total des sommes versées tant à titre de rémunération que d'indemnités pour l'entretien et l'hébergement des enfants. »

« II. — Les tarifs de 12 francs, 24 francs et 48 francs du droit de timbre de dimension prévus aux articles 905 et 907 du code général des impôts sont portés respectivement à 14 francs, 28 francs et 56 francs à compter du 1^{er} octobre 1981. »

« Art. 1^{er} bis. — Les entreprises de travail temporaire définies à l'article L. 124-1 du code du travail doivent acquitter avant le 16 octobre 1981 un prélèvement exceptionnel égal à 5 p. 100 du montant du bénéfice des exercices ou périodes d'imposition arrêtés en 1980, déterminé avant imputation des reports déficitaires et sans tenir compte des plus-values ou moins-values résultant de la cession d'éléments de l'actif immobilisé.

« Le prélèvement est liquidé, déclaré et recouvré comme en matière de taxes sur le chiffre d'affaires et sous les mêmes garanties et sanctions. Il est exclu des charges déductibles pour la détermination du bénéfice imposable. »

« Art. 1^{er} ter. — I. — Les donations-partages sont soumises aux droits de mutation à titre gratuit selon le barème prévu au tableau I de l'article 777 du code général des impôts pour les transmissions en ligne directe.

« La réduction de 20 p. 100 des droits de mutation à titre gratuit applicable aux donations-partages est supprimée.

« Ces dispositions s'appliquent aux actes passés à compter du 9 juillet 1981.

« II. — A compter de la même date, l'abattement de 175 000 francs prévu au I de l'article 779 du code général des impôts est porté à 250 000 francs. L'abattement de 200 000 francs prévu au II du même article est porté à 275 000 F. »

« Art. 2. — Les personnes physiques ou morales soumises obligatoirement à un régime réel d'imposition des bénéfices industriels et commerciaux ainsi que les redevables de l'impôt sur les sociétés doivent acquitter, avant le 16 octobre 1981, un prélèvement exceptionnel, pour 1981, de 10 p. 100 des frais généraux mentionnés aux c, d, e et f de l'article 39-5 du code général des impôts, déduits de leurs résultats imposables au titre de 1980. Toutefois, ces frais ne sont retenus que pour la partie excédant les limites fixées en application dudit article par les arrêtés du ministre de l'économie et des finances en date des 8 juillet 1966 et 18 décembre 1978. Le prélèvement exceptionnel ne s'applique pas aux entreprises qui font l'objet d'un règlement judiciaire, ni aux entreprises se trouvant en situation de suspension provisoire de poursuites.

« Le prélèvement n'est pas acquitté si son montant est inférieur à 200 francs. Il est liquidé, déclaré et recouvré comme en matière de taxes sur le chiffre d'affaires et sous les mêmes garanties et sanctions.

« Le prélèvement est exclu des charges déductibles pour l'assiette de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu. »

« Art. 3. — Les banques et les établissements de crédit soumis à l'obligation de constitution de réserves à la Banque de France en application du décret n° 67-27 du 9 janvier 1967 doivent acquitter avant le 16 octobre 1981 un prélèvement exceptionnel de 2 p. 100 du montant moyen en 1980 des comptes ordinaires créditeurs et des comptes sur livrets libellés en francs et comptabilisés par leurs sièges et agences métropolitains. Toutefois, sont exclus de l'assiette du prélèvement les comptes des non-résidents et des établissements non bancaires admis au marché monétaire en application de la décision de caractère général du conseil national du crédit n° 67-10 du 28 juin 1967.

« Le montant moyen mentionné ci-dessus est déterminé à partir des états établis pour le calcul des réserves obligatoires à la fin de chacun des quatre trimestres de l'année 1980.

« Pour les établissements soumis à l'impôt sur les sociétés au taux de 50 p. 100 ou à l'impôt sur le revenu, le prélèvement ne peut être supérieur à 20 p. 100 du bénéfice imposable de l'exercice 1980, déterminé avant tout abattement d'assiette.

« Le prélèvement est liquidé, déclaré et recouvré comme en matière de retenue à la source sur les revenus de capitaux mobiliers et sous les mêmes garanties et sanctions. Il est exclu des charges déductibles pour la détermination du bénéfice imposable de l'année 1981.

« Un décret fixe les dispositions applicables en cas de création, cessation d'activité, cession ou transfert d'établissement. »

« Art. 5. — A compter du 1^{er} octobre 1981, la taxe sur la valeur ajoutée est perçue au taux intermédiaire de 17,6 p. 100 sur la fourniture de logement, la pension et la demi-pension dans les hôtels de tourisme de catégorie quatre étoiles et quatre étoiles luxe et dans les relais de tourisme de catégorie quatre étoiles prévues par le décret n° 66-371 du 13 juin 1966 relatif au classement et aux prix des hôtels et restaurants et les arrêtés pris pour son application. »

« Art. 6. — Le paragraphe III de l'article 16 de la loi de finances n° 80-30 du 18 janvier 1980 est abrogé. »

« Art. 7. — I. — Au tableau figurant à l'article 223 du code des douanes, le droit sur la coque des navires de plaisance et de sport de plus de huit tonneaux et moins de dix ans est porté à 140 francs par tonneau au-delà du troisième; le droit sur les moteurs est doublé pour les moteurs dont la puissance est supérieure à 10 CV; la taxe spéciale est portée à 200 francs par CV.

« La majoration est applicable à l'année 1981.

« II. — Les taux de la taxe spéciale sur certains aéronefs fixés par le paragraphe II de l'article 14 de la loi de finances n° 80-30 du 18 janvier 1980 sont doublés à compter de l'année 1981 pour les aéronefs de 275 CV et plus.

« La majoration est applicable à compter du 1^{er} janvier 1981. »

TITRE II

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges.

« Art. 9. — Le supplément de ressources tel qu'il résulte des évaluations révisées figurant à l'état A annexé à la présente loi et le supplément de charges du budget de l'Etat pour 1981 sont fixés ainsi qu'il suit :

	RESSOURCES	CHARGES
	(En millions de francs)	
A. — Opérations à caractère définitif.		
Ressources du budget général.....	7 606	
Dépenses ordinaires civiles du budget général.....		25 427
Dépenses civiles en capital du budget général.....		2 698
Dépenses militaires du budget général.....		156
Dépenses ordinaires civiles des comptes d'affectation spéciale.....		1
Ressources et dépenses du budget annexe des P. T. T.....	1 954	1 954
B. — Opérations à caractère temporaire.		
Ressources des comptes spéciaux du Trésor :		
Comptes d'avances.....	20	
Charges à caractère temporaire :		
Comptes d'avances.....		600
Comptes de prêts.....		6 342
	9 580	37 178

« En conséquence, l'excédent net des charges est majoré de 27 598 millions de francs. »

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE I^{er}

Dispositions applicables à l'année 1981.

A. — OPÉRATIONS A CARACTÈRE DÉFINITIF

I. — Budget général.

« Art. 10. — Il est ouvert aux ministres, au titre des dépenses ordinaires des services civils pour 1981, des crédits supplémentaires s'élevant à la somme totale de 25 440 091 421 francs, conformément à la répartition par titre et par ministère qui en est donnée à l'état B annexé à la présente loi. »

ETAT A

(Article 9.)

Tableau des voies et moyens applicables au budget de 1981.

I. — BUDGET GENERAL

NUMÉRO de la ligne.	DÉSIGNATION DES RECETTES	REVISION des évaluations pour 1981. (Milliers de francs.)
A. — RECETTES FISCALES		
I. — PRODUITS DES IMPÔTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILÉES		
1	Impôt sur le revenu.....	+ 3 315 000
8	Prélèvement exceptionnel sur les entreprises de travail temporaire.....	+ 20 000
16	Taxe exceptionnelle sur certains frais généraux des entreprises.....	+ 1 200 000
	Total I.....	+ 6 535 000
II. — PRODUITS DE L'ENREGISTREMENT		
25	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations).....	+ 165 000
	Total II.....	— 105 000
III. — PRODUITS DU TIMBRE ET DE L'IMPÔT SUR LES OPÉRATIONS DE BOURSE		
43	Taxes sur les véhicules à moteur.....	— 10 000
	Total III.....	— 75 000
IV. — DROITS D'IMPORTATION TAXES INTÉRIEURES SUR LES PRODUITS PÉTROLIERS ET DIVERS PRODUITS DE DOUANES		
65	Autres droits et recettes accessoires.....	+ 57 000
	Total IV.....	+ 816 000
V. — PRODUITS DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE		
71	Taxe sur la valeur ajoutée.....	+ 246 000
	Total pour la partie A.....	+ 7 567 000
B. — RECETTES NON FISCALES		
Récapitulation générale.		
A. — Recettes fiscales :		
I. — Produits des impôts directs et taxes assimilées.....		+ 6 535 000
II. — Produits de l'enregistrement.....		— 105 000
III. — Produits du timbre et de l'impôt sur les opérations de Bourse.....		+ 75 000
IV. — Droits d'importation, taxes intérieures sur les produits pétroliers et divers produits des douanes.....		+ 816 000
V. — Produits de la taxe sur la valeur ajoutée.....		+ 246 000
Total pour la partie A.....		+ 7 567 000
B. — Recettes non fiscales :		
Total général.....		+ 7 606 000

II. — Budgets annexes.

V. — Comptes d'avances du Trésor.

ETAT B

Article 10.

Tableau portant répartition, par titre et par budget, des crédits ouverts au titre des dépenses ordinaires des services civils.

BUDGETS	TITRE I	TITRE II	TITRE III	TITRE IV
Affaires étrangères	»	»	23 588 434	74 500 000
Agriculture	»	»	37 282 692	1 318 500 000
Anciens combattants	»	»	6 900 000	521 200 000
Commerce et artisanat	»	»	726 849	»
Coopération	»	»	10 049 391	324 400 000
Culture et communication	»	»	23 222 951	26 750 000
Départements et territoires d'outre-mer :				
II. — Départements d'outre-mer	»	»	»	48 150 000
Economie et budget :				
I. — Charges communes	5 410 500 000	27 900 000	238 300 000	6 084 500 000
II. — Section commune	»	»	5 895 235	»
III. — Economie	»	»	10 008 123	»
IV. — Budget	»	»	168 227 327	»
Education	»	»	538 070 594	131 200 000
Environnement et cadre de vie	»	»	194 987 000	358 770 000
Industrie	»	»	17 684 280	33 900 000
	»	»	98 545 505	»
Jeunesse, sports et loisirs :				
I. — Section commune	»	»	2 937 977	»
II. — Jeunesse et sports	»	»	24 577 499	6 462 500
III. — Tourisme	»	»	2 001 334	»
Justice	»	»	39 224 695	700 000
Services du Premier ministre :				
I. — Services généraux	»	»	24 484 536	1 648 800 000
III. — Conseil économique et social	»	»	262 500	»
IV. — Commissariat général du Plan	»	»	1 733 356	»
V. — Recherche	»	»	23 058 000	»
VI. — Industries agricoles et alimentaires	»	»	»	6 500 000
Transports :				
I. — Section commune	»	»	3 917 834	58 000 000
II. — Aviation civile	»	»	4 618 402	52 000 000
III. — Marine marchande	»	»	3 605 323	162 000 000
IV. — Transports intérieurs	»	»	1 087 856	1 769 300 000
V. — Météorologie	»	»	546 730	»
Travail et santé :				
I. — Section commune	»	»	22 441 011	»
II. — Travail et participation	»	»	43 928 392	4 655 387 500
III. — Santé et sécurité sociale	»	»	19 066 651	987 300 000
Universités	»	»	140 990 394	»

« Articles 24 bis à 26 (conformes). »

Je mets aux voix, conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, l'ensemble du projet de loi, tel qu'il résulte du dernier texte voté par l'Assemblée nationale.

M. Parfait Jans. Enfin !

(L'ensemble du projet de loi est adopté.)

— 5 —

ORDRE DU JOUR

Mme le président. Ce soir, à vingt et une heures trente, troisième séance publique :

Fixation de l'ordre du jour ;

Suite de la discussion du projet de loi n° 251, adopté par le Sénat, relatif au prix du livre (rapport n° 252, de M. Pesce, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

La séance est levée.

(La séance est levée à dix-neuf heures trente-cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique
de l'Assemblée nationale,

LOUIS JEAN.

(Le compte rendu intégral de la 3^e séance de ce jour sera distribué ultérieurement.)